

SOMMAIRES

INTRODUCTION 6

CHAPITRE I : Notions globales sur l'industrialisation 6

 Section 1 : Définitions de l'industrialisation 7

 Section 2 : Historique 9

 Section 3 : Les facteurs déterminants de l'industrialisation 12

CHAPITRE II : Les obstacles au processus d'industrialisation dans les pays en développement et à Madagascar en particulier 14

 Section 1 : Caractéristiques économiques communes des pays sous-développés et les contextes macroéconomique à Madagascar 15

 Section 2 : Les problèmes de l'industrialisation 18

CHAPITRE III : Les approches pour les stratégies d'industrialisation : 25

 Section 1 : Les types de stratégies 26

 Section 2 : Stratégie d'industrialisation pour Madagascar 34

 Section 3 : Proposition de formes de financement d'industrialisation pour Madagascar 41

CONCLUSION 52

Liste des abréviations

Liste des graphes

Liste des encadrés

Références bibliographique

LISTE DES ABREVIATIONS

PIB : Produit Intérieur Brut

PVD : Pays en Voie de Développement

COI : Comité de l'Océan Indien

JIRAMA : JIrosyRAnoMAlagasy

ADER : Agence de Développement de l'Electrification Rurale

ISI : Industrie par Substitution d'Importation

III : Industrialisation par les Industries Industrialisantes

ISE : industrialisation par substitution d'importation

PED : Pays En Développement

NPI : Nouveaux Pays Industrialisés

PMI : Petite et Moyenne Industrie

QMM : Qit Madagascar Mineralss

INTRODUCTION

L'industrialisation, conçue à la fois comme une multiplication des activités industrielles et comme une transformation des processus de production par l'utilisation de machines, est au cœur de tout développement économique. Pour un pays en développement, l'industrialisation signifie plus que le simple fait d'augmenter le revenu et le volume de production. Elle constitue pour lui un moyen de moderniser sa structure primitive de production et de transformer toute la tradition socio-économique qui y est associée. Au lendemain des indépendances, dans les années 1960, la stratégie de l'industrialisation était au centre de la planification économique des États africains et de Madagascar en particulier. Son objectif premier était de garantir l'autonomie économique nationale par la création d'une capacité industrielle de substitution aux importations et de transformation pour l'exportation hors du continent des produits agricoles et miniers. Madagascar, jusqu'à aujourd'hui n'a pas pu s'industrialiser malgré ses ressources et potentiels considérables, d'où l'intérêt du thème qui est l'« Etudes sur les obstacles à l'industrialisation à Madagascar ». Cette étude va se baser sur la confrontation des réalités économiques à Madagascar depuis son indépendance avec les approches théoriques en termes d'industrialisation, allant de la notion d'industrialisation, aux stratégies d'industrialisation en passant par les différents obstacles à industrialisation. Mais finalement, le problème qui se pose est de savoir comment résoudre les problèmes et les blocages de l'industrialisation à Madagascar. Pour mieux structurer notre approche descriptive-analytique, nous allons parler, dans la première partie de ce document la notion de l'industrialisation, puis dans la seconde partie nous allons évoquer les principaux obstacles au processus d'industrialisation à Madagascar et enfin dans la troisième partie, nous allons présenter les différents types de stratégies d'industrialisation. Ceci dans le but de relever le niveau de compétitivité extérieure de l'île.

CHAPITRE I :

Notions globales sur l'industrialisation

Section 1 : Définitions de l'industrialisation :

Etymologiquement, le verbe *industrialiser* vient du mot latin *industria* qui signifie produire ou exploiter, selon les méthodes ou techniques industrielles. "Industrialiser", c'est aussi équiper un lieu en industrie, étendre et intensifier les activités industrielles.

L'industrialisation est donc l'action d'*industrialiser*, ainsi que le résultat de cette action :

- c'est l'application des techniques industrielles,
- implantation des industries, accroissement de l'importance du secteur industriel.

L'industrialisation est l'ensemble du processus de fabrication de produits manufacturés, allant du prototype à la série en recherchant une forte productivité du travail. Elle permet de remplacer le système artisanal ou manuel de production dans des lieux dispersés, par une production :

- centralisée,
- en grandes séries,
- utilisant des machines,
- appliquant des normes ou standards pour obtenir des produits de qualité homogène.

D'une façon générale, l'industrialisation se définit comme étant le processus de fabrication de produits manufacturés avec des techniques permettant une forte productivité du travail et qui regroupe les travailleurs dans des infrastructures constantes avec des horaires fixes et une réglementation stricte. L'industrialisation est alors le processus de développement des activités industrielles. Les activités industrielles sont celles qui se rapportent à l'extraction ou de production puis de transformer les matières premières en biens directement utilisable et ce en plusieurs séries d'opération. Toutefois, cette définition est la synthèse des définitions de plusieurs auteurs quant à la conception de l'industrialisation.

Selon CARDINIER¹ : « l'industrialisation résulte de la création d'entreprise individuelle. Dans son sens, il faut promouvoir l'industrialisation tant dans son étendue que dans son contenu »c'est-à-dire favoriser la propagation de l'industrialisation au-delà de l'économie considéré mais aussi s'assurer que dans celle-ci puisse être un champ d'évolution des techniques de production, et où se développe simultanément la production, l'investissement et l'emploi.

1. Définition dans Cours d'économie industrielle. M1 économie. FAC DEGS université d'ANTANANARIVO

Pour FREYSSINET¹ et CUISENIER¹: "l'industrialisation est la mécanisation et l'augmentation du travail. C'est donc la spécialisation. Cette définition sous- entend que l'industrialisation est inséparable à la technique qui est une façon de produire utilisant des machines opérantes à des coûts décroissants.

D'après l'économiste MOHAMED DAHMAN¹, l'industrialisation peut être définie par un processus faisant intervenir 3 phases successives dont la phase primaire, la phase secondaire et puis la phase tertiaire.

La première phase est relative à l'extraction et donc la phase la plus pauvre en valeur ajoutée. Ensuite vient la phase secondaire qui porte sur le raffinage, correspondant à la première transformation industrielle c'est-à-dire l'élaboration des produits semis finis servant à la production final des produits finis et manufacturés. Cette deuxième phase nécessite beaucoup de capital, de technologie et de main d'œuvre plus ou moins qualifiée et spécialisée.

Enfin la phase tertiaire : celle qui consiste à élaborer des produits finis disponible pour la consommation directe. Cette troisième phase exige une technologie de pointe, une main d'œuvre hautement qualifiée et spécialisée ainsi qu'un capital financier autonome.

Avec cette définition, on peut situer le niveau de développement industriel atteint par une économie et aussi déterminer les moyens financiers, techniques et humains nécessaire pour chacun des niveaux.

De toute ces définition, il s'en dégage que l'industrialisation est donc un processus qui renverse les techniques de production de type artisanal et manuelle dispersé dans plusieurs localités au profit d'un système de production à forte utilisation de machine et une production centralisée.

D'une manière claire et concise, l'industrialisation se définit comme l'application des procédés de l'industrie à une activité. C'est un processus complexe qui permet d'appliquer à un secteur, à une branche de l'économie, des techniques et des procédés industriels qui apportent rationalisation et hausse de productivité et c'est aussi le passage d'une économie à prépondérance agricole à une économie à prépondérance industrielle; fait d'équiper d'industries une ville, une région.

1. Définition dans Cours d'économie industrielle. M1 économie. FAC DEGS université d'ANTANANARIVO

Section 2 : Historique

1. Les débuts de l'industrialisation :

L'industrialisation est un processus long et continu. Ainsi il convient de distinguer la révolution industrielle du processus d'industrialisation.

Le terme de « révolution industrielle », désigne la transformation du système productif qui fait basculer d'une manière rapide et brutale une société principalement agraire et artisanale vers une société industrielle. Cette transformation affecte la société d'une façon générale car elle touche l'agriculture, l'économie, la politique, la société et l'environnement. Du fait de son caractère brutal, elle ne s'applique qu'à la Grande-Bretagne à partir du 1801. Tandis que pour les autres pays, le terme d'industrialisation qualifie le mieux un processus qui est en réalité long, progressif et continu.

L'industrialisation a débuté en Grande-Bretagne entre 1770-1780, avec le recours aux machines à vapeur pour pallier l'insuffisance de charbon de bois.

Elle s'est ensuite propagée dans l'Europe de l'Ouest à partir de 1820 et fut accélérée grâce au boom ferroviaire des années 1840 ainsi qu'à la révolution agricole du XVIIIème siècle comprenant l'ensemble des innovations agricoles et la diffusion de la réforme agraire pour une productivité plus élevée.

Puis la France entre dans le processus en 1820-1830 avec la généralisation des métiers à tisser et la construction des premières voies de chemin de fer sous Louis-Philippe. Le développement des manufactures au début du XVIIIème siècle constitue la véritable première révolution industrielle en France, avec toutes les caractéristiques du capitalisme français.

Puis vers 1870, arrivent l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis qui concurrencent la France et le Royaume-Uni.

Dès 1890, on assiste à l'essor de la Russie et du Japon.

L'industrialisation ne s'est donc pas fait en même temps pour tous les pays. Historiquement, elle s'est fait en deux vagues. La première avec la Grande Bretagne, la Belgique, le Nord de la France, et la Suisse. L'Allemagne, les Etats-Unis, le Japon, et la Russie forment les pays de la deuxième vague.

2. L'évolution du processus d'industrialisation :

L'évolution de l'industrialisation est marquée par les progrès technique, le commerce et la crise de 1929.

2.1. Industrialisation et progrès technique :

Les progrès techniques résultent de l'application des découvertes scientifique dans l'industrie et donc dans le système productif. En effet, le progrès technique se définit comme une nouvelle manière de produire, c'est l'accroissement de la production bien que les facteurs de production restent inchangés.

Il se manifeste soit sous forme d'innovation technique, soit sous forme d'apparition de nouvelle industrie jusque-là n'existant pas encore. Dans ces conditions, l'expansion des industries moderne nouvellement créées peut être lié à l'introduction des méthodes scientifiques de production.

Depuis la fin du XIXème siècle, il y a eu des « grappes d'innovations », d'où l'amélioration des performances des industries existants et l'apparition de produits nouveaux.

Ces innovations peuvent être à l'origine de la création d'industrie nouvelle.

Le processus d'industrialisation est en corrélation avec les progrès scientifiques et techniques. L'industrialisation évolue alors selon les tendances de progrès techniques. Ces tendances sont de 3 ordres :

- L'invention de la machine-outil vers le milieu du XVIIIème siècle au Grande-Bretagne, où une révolution technique a fait naître la PREMIERE REVOLUTION INDUSTRIELLE.
- L'utilisation de la machine à vapeur et la fabrication du fer : cela va susciter des progrès dans le domaine de l'industrie métallurgique et des changements spectaculaires dans le domaine du transport avec la construction des chemins de fer. La période de la sidérurgie naît également pour servir à la construction des rails. D'où la généralisation des rails en aciers qui va inaugurer le triomphe du chemin de fer et de par la densité de ses réseaux va contribuer pleinement aux progrès industriels.
- La révolution technique et scientifique : il s'agit du passage d'une technologie de production industrielle à une autre. D'où l'apparition de la DEUXIEME REVOLUTION INDUSTRIELLE au milieu du XXème siècle, liée à une production industrielle fondée sur l'automation²

2- automation : consiste à utiliser les services d'un logiciel dans le processus de production

Finalement, l'évolution de l'industrialisation s'est alors opérée en 3 étapes :

- La première commence à la fin du XVIIIème siècle avec les industries de coton, de fonte, de charbon et l'utilisation de la machine à vapeur.
- La deuxième se déroule un siècle plus tard pour l'acier, l'électrométallurgie, la chimie organique, les produits de consommation, le pétrole et l'électricité
- La troisième débutait dans les années 70 et 80 avec l'électronique, l'informatique et la télécommunication qui conduisent aux nouvelles technologies de l'information.

2.2. Le commerce :

Le commerce est également vu comme un des déterminants de l'évolution industrielle. Toutefois, c'est une lame à deux tranchants car d'une part, elle peut affaiblir l'économie nationale face à l'ouverture et à la concurrence étrangère et d'autre part, il peut contribuer à développer l'industrialisation. Toutefois, ce processus n'est pas automatique car au préalable il faut se doter de politiques commerciales adéquates pour remédier aux défaillances du marché et aux échecs institutionnels qui entravent la compétitivité des exportations. De ce fait, le développement de l'industrie a été possible par le commerce grâce à des politiques commerciales sélectives visant à trouver un équilibre entre la promotion des secteurs bien solides de l'économie et la protection des secteurs encore fragiles.

En effet, la concurrence pousse à l'amélioration des produits. Et pour gagner en compétitivité, l'économie considérée a recours à l'innovation et la création d'autres industries.

2.3. La crise :

A partir du XIXème siècles et surtout du XXème siècle, les crises économiques malgré leurs impacts négatifs, ont favorisées les innovations techniques. Les crises sont sources de création de nouveaux matériaux et machine, débouchant alors au développement industriel. Il y a plusieurs interprétations données à la crise de 1929, mais le point commun est le fait d'en venir à la conclusion que les tentatives de redressement ont eu pour effet l'essor de l'industrialisation.

- La crise de 1929 est considérée comme une crise des industries traditionnelles : On assiste en effet au vieillissement des structures industrielles qui touchent l'industrie traditionnelle telle que le textile, l'acier et le charbon.
Le redressement doit alors s'orienter vers de nouveaux secteurs moteurs à définir.
- La crise de 1929 a aussi été interprétée comme étant une crise du système productif. A cet effet, le redressement doit alors s'orienter vers une organisation rationnelle de l'industrie. Cela consiste à transférer des méthodes de production industrielle par des recherches de nouvelles techniques destinées à améliorer la production et à intensifier le rythme de travail par la généralisation du taylorisme.

- La crise de 1929 perçue en tant que crise résultant de l'insuffisance de la demande. Ce qui signifie que la politique pour le redressement industriel doit être élaborée avec une perspective de relance de la consommation. C'est avec Henry FORD qu'il y eu conciliation de la production et du salaire.

L'histoire de l'industrialisation est en effet marquée par FORD qui est parvenu à rationaliser la production pour fabriquer en grande série un modèle de voiture à bon marché (la Ford T). Selon Ford « l'accélération des cadences de la construction à la chaîne, qui a contribué à l'augmentation de la production, doit s'accompagner de celle des salaires des ouvriers ». Ceci en vue de permettre au salarié de consommer les produits industriels.

3. Les facteurs déterminants de l'industrialisation

3.1. Les facteurs de l'initiation de l'industrialisation :

On peut dire que le début du développement de l'industrie a coïncider au révolution industrielle qui a démarré en Angleterre dans la seconde moitié du XVIIIème siècles.

Elle fut le résultat d'un long processus, mettant en jeu une série de facteur :

- La révolution agricole qui est considéré comme un facteur essentielle de la révolution industrielle dans la mesure où elle a permis de dégager :
 - Une main-d'œuvre disponible pour l'industrie
 - un surplus agricole destiné pour une population urbaine sans cesse croissante
 - et des possibilités d'échange entre les secteurs.
- Les applications de la science, des techniques qui ont entraînées de nombreuses innovations dans de nombreuses branches industrielles. Apparaît alors une nouvelle organisation du travail : l'OST (organisation scientifique du travail) ou le travail à la chaîne.
- Des progrès dans les voies de communication qui se traduit en 2 phases (de 1780 à 1870 avec le charbon et la vapeur, puis 1880 à 1920 avec l'électricité et le pétrole). La vapeur, le fer et le charbon vont permettre le développement des chemins de fer, qui vont eux même relancer l'industrie. En effet le chemin de fer augmente la rapidité et la capacité des transports, contribue à l'essor de nouvelles régions industrielles, a créé de nouvelles catégories de travailleurs. D' la révolution des échanges commerciaux avec l'accroissement du commerce international et le développement du commerce intérieur
- Mais également on assiste à la révolution financière : développement du capitalisme, développement des banques...

3.2. Les facteurs propres de l'industrialisation :

Plusieurs facteurs sont favorables à l'éclosion des industries dans le monde. On peut citer entre autre :

- La disposition des capitaux
- L'abondance des matières premières (agricoles, forestières, minières) et des sources d'énergie (houille, pétrole, électricité)
- Une main d'œuvre qualifiée
- Une volonté politique
- Une politique économique adapté aux réalités locales

Tous ces facteurs donnent naissance à différent types d'industrie (légère, de transformation, lourde)

Ayant maintenant, une idée plus précise de ce qu'est l'industrialisation, nous allons pouvoir étudier les obstacles empêchant l'industrialisation en générale mais à Madagascar en particulier.

CHAPITRE II :

**Les obstacles à l'industrialisation dans les pays en développement et à
Madagascar en particulier**

Des observations statistiques indiquent une forte corrélation entre les pays pauvres et pays non-industrialisés ; et entre pays riches et pays industrialisés. Ce qui nous amène à déduire qu'il y a une relation de causes à effet entre les problèmes de pauvreté et les problèmes d'industrialisation. On montrera dans ce chapitre que les blocages de l'industrialisation ont pour source les principales caractéristiques économiques, sociales, et économique des pays en développement.

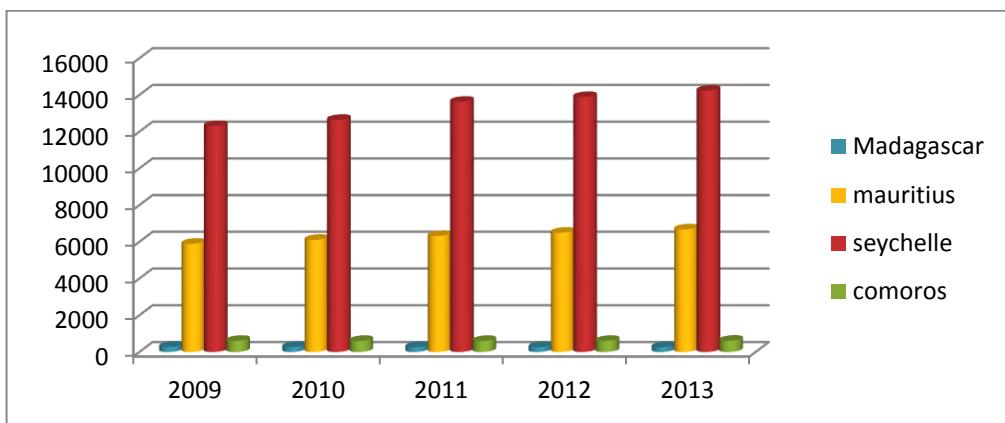
Section 1 : Caractéristiques économiques communes des pays sous-développés et les contextes macroéconomique à Madagascar

Les pays sous-développés ont en communs une série de caractéristiques fondamentales qui les distinguent des pays développés :

1. Le faible revenu :

Les revenus sont bas, et l'écart par rapport à ceux des pays développés est énorme. Pour Madagascar cet écart est flagrant en comparaison avec les petites îles qui l'entourent.

Figure 1 : PIB par habitant dans les pays de la COI 2009-2013 (en US\$ au prix constant)



Source : <http://data.worldbank.org/indicator/>

Le PIB par habitant en US\$ des Seychelles atteint les 14236 US\$ en 2013 avec une superficie totale de 455km² et 91650 habitants. Tandis que celui de Madagascar n'est que de 263US\$ avec une superficie totale est de 587040km² et 23812681 habitant (chiffre de 2015). Cette comparaison résume bien la différence de revenu et de création de richesse pour les deux pays.

2. La structure sociale :

La population active est composée en majorité d'agriculteurs dont la productivité du travail est très faible. Cette prédominance de l'agriculture s'explique par la nécessité de fournir des produits de subsistance ; par la faible productivité du travail dans le secteur agricole (l'agriculture occupe au environ de 80% de la population alors que sa part dans le revenu national n'est qu'au environ de 50%) ; et par l'absence d'institution et de capital permettant de créer un secteur non agricole important.

3. Les inégalités sociales :

Les inégalités sociales et l'inégale répartition du revenu y sont très accrues : pour ce qui de Madagascar, 80% des richesses produites sont accaparées par seulement 20% de la population ; et les restes de 20% de richesses sont distribuées pour les 80% de la population.

4. La sous-alimentation :

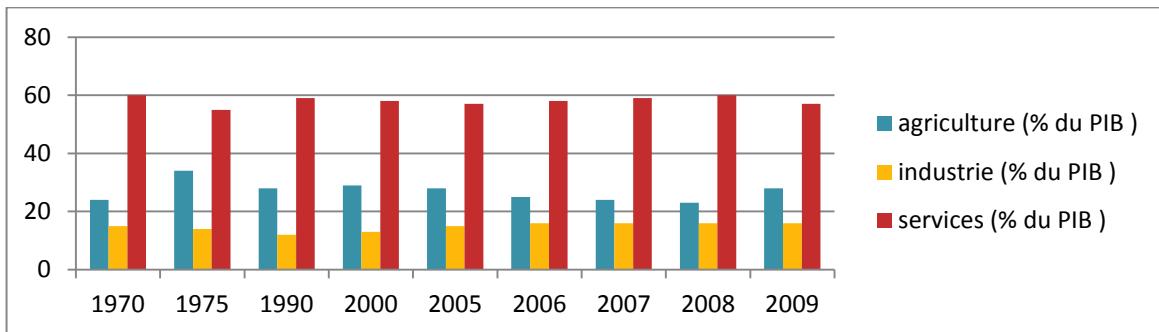
L'alimentation est insuffisante : Comment expliquer le fait qu'il y a malnutrition dans les pays qui sont à vocation agricole ? Le terme exacte est plutôt le sous-alimentation chronique. Il y a en fait sous-alimentation quand les besoin quantitatifs et qualitatifs ne sont pas satisfaits mais pas seulement les besoins en ration moyenne journalière.

Car même là où la ration alimentaire est satisfaisante en calories, des phénomènes de malnutrition apparaissent dus au manque de vitamine, de sels minéraux et de protéines. La malnutrition est difficile à résoudre car les éléments dont l'absence est la cause sont des produits chers. Or comme l'insuffisance qualitative ne se traduit pas par une sensation de faim, les populations ont tendance à négliger ces produits coûteux qui ne paraissent pas indispensable, pour consacrer leur maigre revenue à la consommation d'autres biens.

5. Inégale répartition des secteurs d'activités :

Le secteur tertiaire occupe une place très importante dans la contribution au PIB. A Madagascar, l'analyse de la structure des valeurs ajoutées créées montre la prédominance du secteur de service, avec plus de 50% de la part dans le PIB entre, et le faible dynamisme de l'industrie dont la contribution au PIB n'a pas dépassé 15,5%. Le secteur primaire qui emploie plus de 80% de la population y participe à hauteur de 27% par an.

Figure 2 : Répartition du PIB selon le secteur d'activités



Source : <http://data.worldbank.org/indicator/>

6. Le sous-emploi :

Le sous-emploi est une des caractéristiques le plus marquant dans les PVD

7. Les caractéristiques démographiques :

La croissance démographique à un caractère explosif. La cause est avant tout d'ordre psychosociologique dont : la précocité du mariage des femme augmentant ainsi le nombre d'enfant qu'elles sont susceptibles d'avoir ; la psychologie nataliste afin de compenser les effets d'une mortalité ; et les facteurs économiques vue que dans les pays sous-développés et en milieu rural, le capital est rare, et la richesse est donc en fonction du nombre de bras disponibles, l'enfant constitue alors une aide dans l'agriculture ou apporte sa part dans le revenu du foyer avec les petit métier qu'il réussit à faire en ville.

8. Une dépendance vis-à-vis de l'extérieur :

Les pays en voie de développement sont en état de dépendance et de subordination vis-à-vis des pays industrialisés. Ce rapport de dépendance s'opère à plusieurs niveaux :

- Dans le cadre des échanges commerciaux qui se caractérise par l'affaiblissement croissant de la contribution des pays en voie de développement au commerce international. De plus, d'une part, on constate un fort développement et une concentration croissante des échanges entre les pays industrialisés, et d'autre part, la faiblesse des échanges entre les pays du Tiers Monde.
- Au niveau des produits agricoles : les pays du Tiers Monde, malgré leur statut d'exportateur de produit agricole, connaissent une dépendance alimentaire croissante qui découle de la modification des préférences alimentaire locales au profit des modèles de consommation importés.

- Pour les biens manufacturés.
- Dépendance technologique : les pays industrialisés sont les principaux détecteurs de la technologie étant donné que la technologie comprend le savoir-faire, les connaissances ainsi que la capacité de production et de commercialisation des biens et services, ensemble dont les pays en développement n'ont pas encore accès.
- Dépendance au niveau financière avec les différentes formes d'aide et de financement de l'économie.

Section 2 : Les problèmes de l'industrialisation

Vu ces caractéristiques des pays en voie de développement, l'industrialisation a du mal à s'installer dans ces pays. Les blocages de l'industrialisation sont donc fortement liés avec ces manifestations de la pauvreté. A cet égard, il est difficile de dire si c'est la pauvreté qui constitue le blocage majeur de l'industrialisation, ou si ce n'est pas plutôt le fait que l'industrie participe peu à la création de richesse nationale qui entraîne la pauvreté. Dans tous les cas, la pauvreté et l'industrialisation sont liées par une relation de causalité et de rétroaction.

1. Les problèmes de financement de l'industrialisation

Pour que l'industrialisation s'opère, il faut investir, pour investir, il faut posséder du capital. Or dans les pays en voie de développement, la formation et l'accumulation du capital se heurte au problème lié au ressource financière.

1.1. Insuffisance de l'épargne privée

Les besoins en capitaux des pays sous-développés sont énormes, de 10 à 25% de leur revenu national, or leurs possibilités d'épargner pour le financement de l'investissement sont faibles. Cette insuffisance résulte à la fois des difficultés de dégager une épargne dans un pays à bas revenu, à l'existence de nombreux inactifs ou plutôt improductifs et aussi la mauvaise utilisation de l'épargne dont entre autres la politique de prestige, la surconsommation pour un effet de démonstration, l'engagement de dépenses de luxe et la fuite des capitaux à l'étranger.

1.2. Difficultés pour l'Etat de financer l'investissement

Etant donné, que les ressources internes de l'état sont principalement constituées des recettes fiscales dont l'impôt sur le revenu, le TVA, impôt sur les sociétés, etc ...; et les recettes non

fiscales dont les revenus du domaine de l'Etat, revenus versés par les organismes publics, les dividendes des entreprises dont l'Etat est actionnaire, etc

Toutefois, la prolifération des activités informelles dans les pays en développement réduise les recettes de l'Etat car ces activités ne donnent pas lieu à des prélèvements fiscaux. Ce qui pénalise le budget de l'Etat.

Ce qui fait que les ressources dont disposent l'Etat ne sont pas suffisant pour qu'il puisse participer aux financements des investissements.

D'une façon générale, c'est donc le niveau faible de revenu qui est à l'origine des problèmes de financement de l'industrie. Le revenu étant faible, celui-ci est en totalité ou presque consommé, le niveau d'épargne sera également aussi faible. Le taux d'épargne étant minime, il n'y a donc pas possibilité d'acquérir des capitaux et donc par conséquent le niveau d'investissement sera tout aussi faible, cela a alors des impacts sur la production car le niveau de celle-ci sera aussi faible. Ce processus est en fait un processus cumulatif car étant donné que le niveau de production est faible alors le niveau de l'emploi le sera aussi. Le niveau de l'emploi étant donc faible, on revient au début du processus où le revenu est bas et ainsi de suite.

Madagascar ne dispose donc pas de beaucoup de fonds d'investissement qui lui aurait permis de se passer des capitaux étrangers. Son épargne intérieure étant aussi faible. Les investissements ne peuvent avoir lieu sans l'un de ces deux formes de financement.

2. Désarticulation de l'économie :

Une économie désarticulée est une économie dont les différents secteurs ne sont pas articulés ou reliés les uns aux autres pour former un système cohérent. La croissance d'une branche ne produit pas tous les effets attendus sur les branches voisines. Il n'y a pas de communication organisée et régulière entre les différentes branches de l'économie. Concrètement, les projets de chaque branche sont faits sans tenir compte des capacités et réalités des autres branches.

C'est le cas de l'économie de Madagascar où le secteur bancaire n'a pas d'effet d'entrainement dans les secteurs productifs. En effet, il est très difficile pour les particulier qui désirer monter une Entreprise de bénéficier de crédit auprès des banques.

Les innovateurs, les petits paysans désirant employer plus de technique et de technologie pour l'amélioration de la productivité, reculent ou sont recalés par les critères de sélection des banques, et les modalités de remboursement des prêts.

A Madagascar, les banque ne prêtent qu'à ceux qui sont déjà riche et pas au petit particulier désirant investir mais qui n'a pas les moyens financiers pour le faire. Elle ne joue

plus le rôle d'intermédiaire financier pour le démarrage de l'industrialisation. Elle se détache relativement des réalités économiques et du secteur productif.

Une autre forme de désarticulation est ce qui existe entre les recherches universitaire et l'industrie. Il n'y a presque pas d'interaction entre les universités, les instituts et recherches et l'industrie. Alors que les chercheurs universitaires sont en mesure de proposer et de mettre en œuvres des innovations et techniques capable d'intégrer la science et la technologie dans le développement. Pour cela les entreprises préfèrent faire appel aux compétences étrangères. C'est là une représentation d'une économie extravertie, c'est-à-dire une économie tournée et dépendant du marché étranger.

3. L'insuffisance de l'approvisionnement énergétique à Madagascar :

Le secteur industriel à l'instar du pays dans sa globalité souffre du déficit énergétique. Il se manifeste par une électricité coûteuse et des coupures de courant fréquentes ; ce qui montre l'incapacité de Madagascar à mettre en valeur son immense potentiel énergétique. En effet, les ressources hydroélectriques, solaire, éolienne et biomasse du pays sont énormes mais elles sont faiblement mis en valeur.

C'est le cas du potentiel hydroélectrique où seulement 127 mégawatts sur les 7800 existant sont exploités.

D'autre part, Madagascar possède un gisement solaire de $2000\text{kWh/m}^2/\text{an}$ et un ensoleillement supérieur à 2800 h/an fournissant en moyenne $2000\text{kwh/m}^2/\text{an}$. De plus à 50 mètre de hauteur, un vent dont la force atteint une vitesse de 6 à 9 m/s et des températures souterraines pouvant atteindre 250°C sont autant de potentiels énergétiques mais qui sont insuffisamment exploités alors qu'au total, seulement 12% des ménages malagasy ont accès à l'électricité. En milieu rural où vivent plus de 70% de la population, seuls 4,8% des ménages ont accès à ce luxe, contre 39% en milieu urbain.

La situation actuelle du pays est caractérisée par :

- Une offre à 92% dominée par les bois, Le charbon de bois est surtout utilisée par les ménages urbains et le bois de chauffe par la population rurale
- Les produits pétroliers occupent la seconde place avec 7% des énergies consommées en 2011. Les produits pétroliers (gasoil et fuel oil) occupent une place importante dans la production de l'électricité à Madagascar tant du côté de la JIRAMA que des opérateurs privés encadrés par l'ADER. En termes de production de la JIRAMA, la part du thermique (gasoil et fuel oil) augmente d'année en année. Et au niveau des opérateurs privés du secteur de l'électrification rurale, ils sont nombreux à utiliser le thermique diesel
- L'énergie renouvelable n'occupe qu'une infime partie d'à peine 1%. Parmi les ressources renouvelables, l'exploitation de l'énergie hydraulique est relativement plus développée par rapport aux autres sources d'énergie pour la production d'électricité.

L'énergie hydraulique représente 54% de la production de l'électricité de la JIRAMA en 2011. Au niveau des opérateurs privés en milieu rural, 18,6% utilisent l'hydraulique contre 3,9% pour la thermique biomasse, 3,57 % pour l'éolienne et 0,29 % pour le solaire.

Selon les experts, et avec les ressources, surtout renouvelables, dont dispose le pays, il est possible de rendre l'électricité disponible pour 65% des ménages urbains et 30% des ménages ruraux d'ici 2030.

Malgré le fort potentiel de l'île à répondre aux besoins énergétique des activités économiques et des ménages, la grande île est tout de même dépendante de l'importation des carburants fossiles d'un volume annuel de 470000 m³/an, d'une valeur de 400 millions de dollars. Dépenses qui devraient être épargné si les ressources sont suffisamment mobilisées.

4. Le mauvais état des infrastructures des transports et de communication qui alourdit les coûts de transaction et le déficit énergétique

Le niveau des infrastructures routières et de transport en général à Madagascar ne correspondent pas encore aux besoins des populations et des industries.

En effet, sur les 50000km du réseau routier à Madagascar, seuls 30000km sont praticables. Chaque année, 300km de routes sont détruites. Ce qui fait que la majeure partie du réseau routier est en état de dégradation avancé. En 2014 les statistiques officielles montrent que seulement 10% des routes tracées sont en bon état, 28% dans un état moyen et 64% en mauvais état.

Les passages cycloniques, la détérioration des infrastructures routières, l'absence des normes et le manque d'entretien sont les facteurs essentiels de dégradation du réseau routier de la Grande île.

Les réhabilitations sont principalement financées par le financement des bailleurs de fonds ainsi que les redevances des usagers. Ce qui fait que les ressources pour entretenir les infrastructures sont limitées du fait de la suspension des financements extérieurs depuis la crise de 2009, mais aussi du faible encaissement des redevances et le faible volume du budget alloué aux travaux publics.

Les conséquences de la dégradation des routes sur les autres secteurs sont considérables. En effet, le mauvais état des routes représente un frein à l'écoulement des produits. Les processus de distribution et de commercialisation sont donc fortement affectés.

Ainsi, l'insuffisance et le mauvais état des infrastructures de transport renchérit les coûts de production, ce qui n'attire pas les investisseurs.

5. Le manque de main d'œuvre qualifiée

Pour le cas de l'enseignement à Madagascar, seuls 3% des élèves arrivent à l'enseignement supérieur (public et privé). 70% des étudiants sont dans les sciences humaines et 30% seulement dans les sciences et les technologies, encore que les filières techniques et technologiques sont toujours les mêmes depuis 30 ans. Madagascar a très peu d'ingénieurs dont la production locale et l'industrialisation ont besoin.

Des problèmes structurels énormes pèsent sur l'enseignement supérieur dont :

- Le vieillissement des enseignants chercheurs sans qu'une relève de qualité ne soit disponible.
- Le fleurissement de partout des universités privées, sans aucune garantie de compétence
- L'écroulement du niveau des étudiants, qui est une conséquence du niveau de l'enseignement de base et secondaire.
- La désuétude des infrastructures dans les universités publiques.

Tant de problème pour que les industries nouvellement installées ferment appel à des étrangers, tandis que la main d'œuvre locale sera délaissée et se perd en oisiveté.

Il n'y a pas si longtemps, les industries comme la QMM et AMBATOVY, ont eu recours massivement à des ouvriers sud-africains et philippins pour pallier à l'absence de main d'œuvre qualifiée local.

L'industrie subit les conséquences d'un système scolaire qui ne privilégie pas toujours l'adéquation formation-emploi.

6. Le problème de gouvernance (un climat des affaires malsain)

L'Administration publique entretient des pratiques qui découragent l'investisseur.

Les obstacles à la création d'entreprise sont nombreux :

- La multiplicité des procédures et les lenteurs administratives. Le processus est très long, pour garantir un véritable développement des investissements à Madagascar.
- La corruption au long des nombreuses étapes qui devient presque une véritable institution dès qu'il s'agit de se procurer des services administratifs publics.
- Le manque de financement et l'irresponsabilité des banques
- La fiscalité jugée décourageante
- L'obtention difficile du permis de bâtir auprès des Communautés urbaines.
- Un climat d'ordre politique et social qui ne garantit pas une véritable promotion des investissements.

7. Un environnement qui présente encore de nombreux facteurs de faible compétitivité et de faible productivité

Madagascar dispose de nombreux atouts pour le développement de son industrie. Mais force est de constater que les immenses ressources agricoles et forestières, les potentialités en pêche et élevage, en ressources minières et hydroélectriques sont encore sous-utilisées. L'industrie se trouve donc dans une situation paradoxale dans laquelle elle doit importer des ressources et autres matières premières pour lesquelles le pays dispose d'un avantage comparatif. Cette contrainte forte couplée à d'autres contraintes tout aussi pesantes au niveau des coûts de production et de transaction limitent gravement la productivité et la compétitivité du secteur.

Les entreprises évoluent dans un environnement qui présente encore de nombreux facteurs de faible compétitivité, et dont les plus contraignants sont :

- les dysfonctionnements pénalisant la liberté d'entreprise et la créativité ;
- les lourdeurs bureaucratiques, incompatibles avec l'exigence de réactivité relative au fonctionnement du secteur privé, et renchérissant les coûts de transactions ;
- les problèmes de gouvernance propres, et de faibles capacités managériales des investisseurs
- la prolifération des pratiques anti-concurrentielles telles que la contrebande, la fraude douanière, la contrefaçon;
- des infrastructures d'appui, aux entreprises et organisations du secteur privé, quasi inexistantes, notamment en matière de formation, de recherche-développement, de promotion économique, d'assistance technique, d'accès à l'information sur les marchés extérieurs.

8. Faible capacité technologique :

Les différentes performances technologiques sont mesurées par le concept de système d'innovation. Les processus d'innovation et d'apprentissage des pays en développement tel que Madagascar se distinguent de ceux des économies développées. Le transfert technologique se réalise par la construction de capacités technologiques et d'efforts nationaux d'absorption et de diffusion des connaissances étrangères. Mais cette construction passe également par la création de processus d'apprentissage plus microéconomiques fondés sur les connaissances local des acteurs économique. Au-delà même, l'objectif à terme serait d'appréhender les processus d'innovation sous la forme de réelles constructions de compétences dans l'objectif de promouvoir le développement économique.

Le transfert technologique Nord/Sud par la création de capacités technologiques nationales est un élément indispensable pour promouvoir l'innovation à Madagascar

Le problème à Madagascar, c'est que l'innovation, comme capacité à créer de nouveaux produits et procédés, demeure presque inexistante. De plus, la capacité à utiliser et à adapter ou à assimiler les technologies existantes sont très limitées du fait du faible niveau de connaissances local ayant pour conséquence le blocage du processus d'apprentissage. Il y a donc faible capacité effective à absorber et à adapter une technologie. Le transfert de technologie et de connaissance est beaucoup plus difficile à mettre en œuvre à Madagascar, cela s'explique par plusieurs facteurs dont entre autres:

- Le mauvais état des infrastructures de communication : routes, voies ferrées, Téléphone
- Niveau bas des formations du capital humain (éducation primaire, secondaire et universitaire).
- Environnement social et politique dissuasif pour l'investissement et donc l'implantation de nouvelles firmes pouvant permettre le venu de nouvelles connaissances et technologie. Cela constitue un blocage de partenariat entre acteurs économiques locaux et étrangers.

Les capacités technologiques se réfèrent plus à la notion d'apprentissage que d'innovation. Contrairement à l'idée selon laquelle Madagascar peut simplement importer les technologies des pays développés et les utiliser dans la production sans réaliser d'efforts spécifiques, la notion de capacité technologique souligne que les firmes n'ont pas la meilleure connaissance du cadre technologique disponible et la manière de créer de nouvelles technologies de manière efficiente. Trouver la technologie appropriée à des prix adéquats nécessite coûts et risques. Il faut promouvoir le capital humain (par l'accès à la connaissance) pour avoir la capacité d'apprentissage et donc la capacité technologique.

D'une façon générale, l'Etat est un acteur principal dans la résolution des problèmes d'industrialisation. Ces attributions consiste à la fournir les biens publics et d'assurer le bien-être de sa population et son éducation. Madagascar est bloqué dans sa marche vers l'industrialisation lorsque l'Etat manque à ses fonctions, notamment en tant que fournisseur de bien commun tel les infrastructures, l'instauration d'un environnement favorable à l'investissement et la valorisation du capital humain via l'éducation et les formations. Pour amorcer l'industrialisation, il faudrait que l'Etat puisse mettre en place une stratégie d'industrialisation, compatible avec les réalités socio-économique à Madagascar.

CHAPITRE III :

Les stratégies d’industrialisation

Bien que l'industrialisation contribue au développement du pays, il faut reconnaître que les nombreuses contraintes auxquelles sont soumis les pays en développement dont Madagascar, limitent leurs marges de manœuvre. D'où l'élaboration des stratégies d'industrialisation pour faire face à ces obstacles. Le problème majeur lié à l'investissement étant le financement, nous allons voir comment l'Etat peut résoudre ce problème de ressource financière. Ainsi que les stratégies proprement dites pour promouvoir l'industrie.

Section 1 : Les types de stratégies

La nécessité de l'industrialisation dans le processus de développement fait l'unanimité auprès des économistes. Cette priorité accordée à l'industrie, souvent au détriment de l'agriculture s'explique par des raisons multiples qui sont essentiellement les effets de l'industrialisation.

On distingue traditionnellement trois types de stratégies d'industrialisation :

- Industrialisation par substitution d'importation (ISI)
- Industries industrialisantes (III)
- Industrialisation par substitution d'exportation (ISE)

1. Industrialisation par substitution d'importation :

1.1. Les concepts et les fondements des politiques de ce courant :

L'ISI demeure encore de nos jours, à bien des égards, la solution au problème de l'industrialisation du continent africain. Ce modèle, a influencé la politique d'industrialisation de l'ensemble des pays en développement (PED).

Le modèle de l'ISI trouve son fondement privilégiant les activités industrielles au plan local pour lesquelles, ainsi qu'en témoignent les importations, une demande intérieure existe. Les principaux moyens pour mettre en œuvre ces activités sont :

- la mise en place d'un système de protection par des quotas, des droits de douanes élevés sur les produits finis et nuls ou très faibles sur les inputs favorisent l'implantation d'industries de montage à partir des pièces détachées. C'est ainsi que s'est implantée l'industrie automobile au Nigeria, Maroc, Égypte et Afrique du Sud. Ce système filtre les importations en fonction de besoins prioritaires de l'industrialisation.
- Les taux de change multiples : consistant à adopter des taux différents selon la nature des importations (par exemple : un taux officiel élevé pour maintenir le prix des importations indispensables et un taux libre, plus déprécié, pour décourager les

importations de luxe) ou selon les devises (avoir un taux moins déprécié avec tel pays duquel on veut encourager les importations, et un autre taux avec le reste du monde).

- La création d'économies externes, c'est-à-dire la constitution de marchés communs régionaux notamment dans les économies de petite taille.
- L'élargissement du marché intérieur auquel une redistribution du revenu et une réforme agraire doivent contribuer d'une façon décisive.
- L'appui au financement de l'investissement sous la forme de taux bonifiés et de politique budgétaire active.

1.2. Les résultats de la stratégie d'industrialisation par substitution d'importation dans les PED notamment en Afrique.

Dans le contexte africain toutefois, la mise en œuvre d'une stratégie reposant sur l'ISI a été marquée par une alternance entre espoir et désespoir. D'où ce qu'on qualifie d'illusions et désillusions de l'ISI. En effet d'après l'histoire, l'application de l'ISI en Afrique, est caractérisée par l'euphorie des années 1960 et le désarroi des années 1970-1990.

- L'enchantement : les années 1960 La décennie 1960 a été caractérisée par une intervention permanente de l'État dans le processus d'industrialisation. Trois thèmes prévalaient alors
 - les retards et les handicaps étaient tels que l'on ne pouvait s'engager dans la voie de l'industrialisation qu'au prix d'un effort, à la fois conscient, massif et dirigé ;
 - la mise en œuvre de grands projets technologiques, était prioritaire ;
 - la concentration autour de quelques pôles de croissance géographiques et sectoriels, vecteurs de la croissance en économie ouverte, constituait un choix de souveraineté nationale.

Les instruments de choix politique étaient la nationalisation, la planification globale et sectorielle et l'organisation du système bancaire au service de l'industrie.

➤ Le désenchantement : (1970-1990)

Dès le début de la décennie 1970, on a dénoncé les gros investissements inadaptés et les « cathédrales dans les déserts » (Judet 1980)³, c'est-à-dire les investissements à outrance. L'espoir placé dans la grande industrie a été déçu. Qu'il s'agisse d'ensembles sidérurgiques et chimiques ou de complexes mécaniques. L'inefficacité de l'industrie africaine semble augmenter avec l'intensité des qualifications qu'exige la mise en place des installations.

En même temps, il a été démontré qu'il ne suffit pas de remplacer les biens importés par des produits fabriqués localement pour garantir l'indépendance économique et l'efficacité technique. En effet, les industries de substitution sont restées fortement dépendantes des importations d'intrants, de pièces détachées et d'équipements et cette situation a perduré. Les liens avec l'économie locale sont restés limités aux matières premières, alors que les pièces détachées et les biens intermédiaires, les services techniques et de conseil, comme les technologies ont continué d'être largement importés. Lorsque les cours des produits de base ont chuté, que les rentes ont été aménagées et que les coûts de l'énergie ont augmentés, la vulnérabilité de la stratégie s'est manifestée.

Après trois décennies de tentative d'industrialisation, le constat est douloureux : la plupart des unités manufacturières restent isolées des marchés internationaux; elles ont des prix de revient élevés et la productivité demeure faible. Le manque d'entretien et de pièces détachées entraînent la dégradation des installations. Avec, en plus, la contraction de la demande interne par suite de la baisse des revenus et des mesures de stabilisation, on a donc assisté dans de nombreux pays, à un processus de désindustrialisation, caractérisé par une baisse des indices de la production manufacturière.

La conjoncture défavorable des années 1980 a révélé, tout en les accentuant, les fragilités du système industriel. On a alors noté une désindustrialisation des économies dans un contexte de réduction de la protection, de privatisation, de libéralisation et de baisse de la demande. Ceci a eu pour conséquence d'alimenter les critiques qui, à bien des égards, soulignaient les dysfonctionnements de l'ISI en Afrique.

Si l'on tient compte de la faiblesse des emplois créés, de l'existence d'énormes surcapacités de production, le modèle a débouché sur une caricature de « stagflation »⁴.

3- Pierre JUDET, 1980,Les Nouveaux Pays industriels, « Economie et Humanisme »

4- Stagflation : situation d'une économie qui souffre simultanément d'une croissance économique faible ou nulle et d'une forte inflation

1.3. Les dysfonctionnements industriels

Au moins quatre facteurs de dysfonctionnement ont été mis en avant pour expliquer l’impasse des politiques industrielles, essentiellement en Afrique : les choix de politique économique, les problèmes organisationnels et de gestion, les facteurs macroéconomiques, l’environnement international.

1.3.1. Les choix de politique économique

L’industrie est le plus souvent mal localisée, surdimensionnée, mal maîtrisée du point de vue de la technologie. Les protections effectives élevées des industries, la surévaluation des taux de change, les politiques régionales indiquent une industrialisation volontariste et conçue hors des critères de rentabilité, d’efficacité et de compétitivité. La rationalité sociopolitique l’a remporté sur les critères financiers et économiques.

- La mauvaise localisation économique s’explique par des critères d’équilibrage régional. Tel est le cas à Madagascar, sous le président Ratsiraka Didier, avec sa politique d’investissement à outrance, il a établi des usines de tanneries dans la région d’Anjeva alors que le bétail se trouvait principalement au Sud. Ce fait illustre le mauvais choix d’implantation des industries.
- Le surdimensionnement et la sous-capitalisation sont liés aux modalités de financement et aux rentes prélevées par les décideurs politiques. Les duplications de projets industriels au sein des unions régionales résultent des surenchères des États.

1.3.2. Les problèmes organisationnels et de gestion

L’appropriation des gains l’emporte sur la création de la valeur ; il y a généralement surinvestissement et mal investissement, manque de fonds propres des entreprises et surendettement.

Les compétences sont mal utilisées et il n’y a pas toujours des relations entre le salaire et la productivité.

Les problèmes organisationnels se manifestent par des protections des branches d’activités ayant plus d’effets négatifs que positifs car le besoin de protection pouvait masquer une gestion inefficace ; ainsi que la multiplicité des objectifs qui étaient assignés au plan de développement, des objectifs conjoncturels, circonstanciels, catégoriels, politiques, sociaux.

1.3.3. Les facteurs macroéconomiques

Parmi les facteurs d’ordre macroéconomique, le plus important se situe dans l’étroitesse des marchés nationaux. Cette étroitesse a été un facteur essentiel d’échec des

politiques d'ISI en Afrique. Elle constitue aujourd'hui encore un des obstacles principaux à la mise en route de tout projet industriel ambitieux.

La dimension d'un marché intérieur dépend de la demande (c'est-à-dire des seuls besoins solvables) et est donc étroitement liée au volume du PIB. Le montant absolu du PIB étant particulièrement faible dans les pays en développement, ces derniers constituent des marchés insuffisants pour rentabiliser une activité industrielle.

Il faut ajouter que dans certains pays africains, des mesures administratives et le mauvais état des infrastructures contribuent encore à la segmentation des marchés intérieurs. Vouloir créer dans ces conditions une industrie orientée vers le seul marché intérieur apparaît comme suicidaire, à tout le moins comme un pari très risqué et qui a peu de chances d'être gagné.

Mais il y a plus. Il ne suffit pas que le marché intérieur puisse quantitativement absorber la production de l'industrie nouvelle pour que la mise en route de celle-ci devienne économiquement justifiée. Encore faut-il que l'investissement soit rentable pour le pays. Si ce n'est pas le cas, il y a gaspillage des ressources.

1.3.4. L'environnement international

L'environnement international devenu plus instable est en quelque sorte caractérisé par la montée en puissance de nouveaux concurrents, asiatiques pour la plupart. En ce sens, les politiques de baisse de la protection ont souvent conduit à un déclassement des appareils industriels.

Les ajustements de change n'ont pas eu, compte tenu des dépenses en facteurs de production en devises, les effets attendus de la compétitivité extérieure. On enregistre une très faible compétitivité internationale des entreprises. Il apparaît donc urgent et nécessaire dans un contexte de concurrence internationale, de définir une nouvelle approche de l'industrialisation que l'on peut qualifier de « moderne », cette approche constituant une rupture avec le modèle traditionnel de l'ISI. Industrialisation consistant à renforcer la compétitivité de leurs entreprises dans un contexte de mondialisation des économies, de concurrence internationale accrue. Les efforts pourraient porter à la fois sur l'offre et sur la demande de leurs produits. Mais ces efforts devront tenir compte des contraintes liées aux marchés de ces produits.

La stratégie d'industrialisation par substitution d'importation se base alors principalement sur la détermination de type de demande suffisamment élevé pour qu'une industrie soit créée afin de servir le marché local et donc alléger l'importation.

2. Industrialisation par les industries industrialisantes : (III)

2.1. Définition et processus de l'industrie industrialisante

Une autre stratégie autocentré, quoique moins répandue que la précédente, mérite d'être mentionnée étant donné ses caractéristiques et son approche conceptuelle originales : c'est la stratégie des industries industrialisantes. Parallèlement à son objectif prioritaire d'industrialisation par le « remplacement » des importations et la remontée des filières de production. En générale les I.I doivent entraîner des effets d'entraînement sur les autres industries et permettant ainsi la construction de l'ensemble des secteurs de l'économie.

De Bernis⁵ les définit comme « celles dont la fonction économique fondamentale est d'entraîner dans leur environnement localisé et daté un noircissement systématique de la matrice interindustrielle et des fonctions de production, grâce à la mise à la disposition de l'économie d'ensembles nouveaux de machines qui accroissement la productivité du travail et entraînent la restructuration économique et sociale de l'ensemble considéré.»

Issue également du courant structuraliste, la stratégie des industries industrialisantes partage les mêmes objectifs que l'ISI :

- enclencher un processus de développement industriel autoentretenue en même temps qu'un apprentissage industriel local d'une part, et minimiser la dépendance vis-à-vis de l'extérieur d'autre part. Néanmoins, elle présente une logique différente, basée sur le rejet de la croissance équilibrée car cette stratégie consiste à rechercher des pôles d'industrialisation dont les effets d'entraînement sur le reste de l'économie sont importants. Il s'agit précisément de développer en priorité les industries lourdes.

Cette stratégie vise une croissance accélérée et auto-entretenue c'est-à-dire que la croissance d'un secteur doit faire progresser toute l'économie du pays. Cette dernière axe sa politique sur un développement rapide sur le marché locale afin d'écouler ses produit sur le marché local afin d'assurer une indépendance à l'égard des nations développées. Mais l'introduction de cette stratégie nécessite des capitaux importants et des mains d'œuvres qualifiées.

Exemple : l'Inde

La politique industrielle indienne défini sur le plan quinquennal a donné une priorité pour l'industrie lourde. Au cours des années 1950 l'Union soviétique a fourni des équipements et transfère des techniques de production, par la suite l'Inde a essayé de créer ses propre technologies.

5 - Destanne de Bernis Gérard. Les industries industrialisantes et les options algériennes. In: *Tiers-Monde*. 1971, tome 12 n°47. Le tiers monde en l'an 2000. pp. 54

2.2. Les impératifs de la stratégie d'industrialisation par industries industrialisantes

Il existe des conditions pour s'assurer de la réussite de cette stratégie :

- Pour démarrer les industries dites de base (sidérurgie, métallurgie, production énergétique, chimie de base...), il faut disposer d'une source financière importante car l'acquisition de la haute technologie dans le domaine des biens d'équipement est très coûteuse.
- L'Etat doit être capable d'imposer une idéologie nationaliste et de pratiquer le dirigisme économique. Car cette stratégie est inséparable du dirigisme de l'Etat.
- Le financement de l'Etat doit aller directement aux fondements des industries lourdes sans le gaspiller dans les industries légères, certes plus accessibles, mais qui sont considérés comme relativement secondaire par rapport aux industries de base qui permettent de maîtriser la production depuis la matière première au produit fini.

2.3. Les limites ainsi que les problèmes liées à la stratégie des industries industrialisantes.

La stratégie d'industrialisation par les industries industrialisantes est difficile à mettre en œuvre, car c'est une stratégie utilisant une forte intensité de capital et aussi de main d'œuvre qualifié. Elle n'est donc pas exempte de limites.

- Les coûts de production restent élevés à cause d'une dimension gigantesque des entreprises et d'une utilisation réduite de la capacité de production.
- Possible apparition de déficits dans les entreprises lorsque les prix sont fixés autoritairement par l'Etat à un niveau faible, D'où la nécessité de la subvention de l'Etat mais cela constitue une ponction sur les autres secteurs. Sur ce point, les industries créées ne donnent plus lieu à un effet d'entrainement sur le reste de l'économie mais au contraire le handicap.
- La formation d'entreprises publiques en situation de monopole dans le cadre de marchés protégés, ne contribue pas à l'innovation, à la fabrication de produits de qualité ni d'une façon générale au dynamisme de l'économie.
- Les investissements dans les industries très capitalistiques, et à haute technologie, entraînent une dépendance vis-à-vis de l'étranger, en matière de savoir-faire et de technologie et une faible absorption de la main d'œuvre aggravant le chômage et l'émigration.

En somme, les industries lourdes nécessitent des capitaux importants, des biens d'équipement et des techniques de production ainsi qu'une main-d'œuvre hautement qualifiée, qu'il n'est pas toujours possible de trouver sur place. Elles accroissent donc la dépendance vis-à-vis de l'extérieur (financière, technologique et humaine) sans forcément créer des emplois. De plus, elles pénalisent les autres activités puisqu'elles consomment l'essentiel des ressources du pays : le développement de l'industrie des biens de consommation et de l'agriculture est sacrifié au profit des industries en amont. De plus, le quasi-monopole dont jouissent ces dernières sur le marché intérieur ne favorise pas la recherche de compétitivité, donc les maintient dans des performances sous-productives.

3. Industrialisation par substitution d'exportation(ISE)

3.1. Les fondements de la stratégie par substitution d'exportation ou stratégie extravertie.

Cette stratégie est aussi appelé stratégie d'industrialisation par la valorisation des exportations. Il s'agit de remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelle en profitant des avantages comparatif notamment les faibles coûts de main d'œuvre, l'exploitation et valorisation progressive des matières premières ...

Ainsi dans un premier temps, le pays tire profit de son main d'œuvre bon marché et docile pour produire et exporter de produits à faible valeurs ajoutée comme le textile par exemple.

Par la suite, il entreprend une diversification par branche et produit des biens à plus fortes valeur ajoutée tels que les biens de consommation durable, les biens intermédiaires et le bien d'équipement.

La mise en œuvre de cette stratégie suppose des politiques d'accompagnement tels :

- La libéralisation du commerce extérieur
- Un système tarifaire neutre
- Une politique d'attractivité des investissements étrangers

Cette stratégie est inséparable des stratégies d'ouverture aux échanges internationaux dans un cadre très libéral. C'est cette stratégie qui a permis aux NPI de lancer leurs économies. En effet, les NPI n'ont pas fondé leur industrialisation sur l'invention et l'innovation technologique, mais sur l'apprentissage impliquant l'intervention de l'Etat.

3.2. Les avantages de l'ISE par rapport à l'ISI :

L'ISE présente de nombreux avantages dont:

- Une production à moindre coût par rapport à une industrie protégée puisque les produits intermédiaires importés sont moins onéreux;

- L'accès au marché mondial permet l'extension de la production nationale générant des économies d'échelle, des effets d'apprentissage et une compétitivité accrue;
- Des gains de devises plus importants à ceux procurés par les rentrées douanières;
- Dans ce contexte "favorable", les flux d'investissements, notamment les I.D.E (investissements directs étrangers), ont tendance à se renforcer et à avoir des effets favorables sur la croissance.

3.3. Les limites de modèle d'industrie exportatrice:

- L'expérience de certains pays montre les risques et les difficultés de la production de biens manufacturés destinés à l'exportation, surtout pour les petits pays pauvres ex colonisé qui n'ont pas d'expériences quant à la production de bien manufacturé.

- Cette stratégie est inefficace si les pays étrangers font des politiques de limitation envers les exportateurs au profit de leurs marchés internes. C'est le cas par exemple pour l'Angleterre qui a limité les exportations de Hong-Kong, Inde et Pakistan vers son marché interne.

Le protectionnisme très élevés des pays développés pour les produits concurrencés par les pays pauvres.

Les stratégies extraverties se basent sur les exportations des produits manufacturés pour remplacer l'exportation des produits primaires dont les cours ne cessent de chuter.

Ayant connaissance de ces stratégies d'industrialisation avec leurs avantages et leurs limites respectifs, nous allons par conséquent, identifier quelle stratégie est le plus recommandée pour Madagascar.

Section 2 : Stratégie d'industrialisation pour Madagascar :

Depuis l'indépendance, la politique et les actions du gouvernement en faveur du secteur industriel ont énormément varié. La situation actuelle de Madagascar en termes de développement des industries témoigne que ces actions n'ont pas apporté les effets escomptés lors de leurs élaborations. Nous allons revoir les politiques gouvernementales entreprises pour l'industrialisation à Madagascar, les causes de leurs échec et enfin proposer ou identifier les actions à mener ou sinon la stratégie industrielle à adopter.

1. Les politiques industrielles à Madagascar depuis l'indépendance :

En 1960, la production industrielle représente un peu moins de 10% du PIB. Le secteur industriel est peu important vu que la plupart des produits manufacturés sont importés de la France. L'économie malgache est exclusivement rurale et agricole. Les entreprises industrielles sont essentiellement agro-alimentaires et dépendent fortement de l'agriculture.

La première République est marquée par une intervention indirecte de l'Etat dans le développement des industries d'import-substitution. Cela s'est manifesté par une politique incitative en matière fiscale. En effet, le gouvernement Tsiranana a élaboré une stratégie relative au développement industriel relevant de concessions fiscales garantissant certains types de protection contre les importations et des avantages pour l'importation des biens intermédiaires. En même temps, le gouvernement a créé des nouvelles sources de financement pour le secteur manufacturier. Ainsi, en 1962, la Société Nationale d'Investissement qui a rôle d'intermédiaire financier fut créée, la Banque Nationale Malgache de Développement en 1963, et le Bureau de Développement et de Promotion Industrielle créé en 1966 pour aider l'implantation des nouveaux investisseurs.

Toutefois, ce plan n'a pas produit les effets attendus car le dynamisme de l'économie est resté à celui d'une économie à régime préindustriel fondé sur les cultures exotiques même si un processus d'industrialisation par substitution a été enclenché.

Lors de la transition de 1972, le général Ramanantsoa s'oriente vers une stratégie d'accumulation interne, c'est-à-dire vers une économie autocentré avec la nationalisation et encourage les industries de substitution aux importations ainsi que la promotion du traitement des produits domestiques .

Puis pendant la 2^{ème} République, les priorités du Gouvernement se portaient sur l'investissement et le bien-être collectif se manifestant par la mainmise de l'Etat dans toutes les branches d'activités.

Pour le développement industriel le gouvernement s'est fixé deux objectifs fondamentaux:

- parvenir à nourrir et vêtir la population puis à exporter le surplus.
- et à développer rapidement l'industrie.

Pour cela, il s'agit d'entreprendre des activités de transformation des matières premières locales, des activités productrices de biens de consommation finale et des activités tendant vers la production de biens intermédiaires.

En 1978, le gouvernement annonça la politique d'investissement à outrance ayant pour but le passage d'une économie de type agricole vers une économie industrielle. Ces grands projets industriels ont eu peu d'effets économiques à cause d'une mauvaise évaluation des besoins et ils se heurtaient vite à une série de limites: mauvais entretien des matériels, approvisionnement difficile, étroitesse du marché intérieur, système de prix dirigé.

Depuis, suite à l'échec des politiques d'industrialisation, et aux retombés négatives sur l'économie, le gouvernement a eu recours au programme d'ajustement structurel et a opté pour la libéralisation de l'économie.

A partir de 1980, le Président Ratsiraka commence à souligner la nécessité d'augmenter la production agricole afin d'éliminer les importations. Il annonce aussi une politique d'exportation à outrance. La politique industrielle à partir de 1982 (cf. encadré 1) vise surtout à valoriser les matières premières locales et la relance des exportations

Encadré n°1

Stratégie industrielle en 1982-1988

Il est rappelé que les actions de développement des six années à venir seront axées sur les domaines ci-après:

- la satisfaction des besoins de la population en produits de première nécessité et notamment en produits vivriers,
- la mise en place d'une industrie autocentrée,
- la diversification des produits d'exportation, et
- l'indépendance énergétique.

La mise en place de cette politique globale devra aboutir d'une part, à la réduction de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur et d'autre part, à l'accumulation croissante notamment des réserves en devises, devant permettre le développement de l'ensemble de l'économie.

S'agissant du secteur industriel, la mise en place d'une industrie autocentrée devra s'organiser à partir des deux idées fondamentales ci-après:

- une meilleure répartition des moyens de production afin de permettre la mise en valeur prioritaire des ressources nationales et
- une meilleure interrogation des activités des différentes unités industrielles.

Source: Ministère de l'industrie, 1982.

La politique de l'import-substitution de biens de consommation (produits alimentaires, textiles, matériaux de construction,...) n'a pas permis l'émergence d'un véritable tissu industriel à cause de la forte dépendance du pays vis-à-vis des intrants importés et la dominance de capital privé. Leur développement rencontre rapidement une série de limites: coûts de production élevés et stagnation de la productivité du fait des protections douanières et de la présence fréquente de monopoles, concurrence des importations frauduleuses, étroitesse du marché national.

En 1986, la stratégie de développement et d'industrialisation était centré sur l'auto-dépendance alimentaire par un revirement de l'investissement vers l'agriculture et une politique de libéralisation. En ce qui concerne le secteur industriel, le plan s'oriente vers une réhabilitation de l'acquis (cf. encadré 2). Cela afin de remédier au mauvais choix de stratégie, et l'échec de la politique d'import - substitution et du protectionnisme.

Encadré n°2

Stratégie industrielle durant la période (1986-1990)

Elle sera axée sur le renforcement des industries existantes prioritaires au moyen d'une politique appropriée de réhabilitation et de modernisation et d'extension. La mise en œuvre de nouveaux projets sera dictée par les impératifs de rentabilisation et de l'intégration progressive de la structure existante. Pour réaliser ces objectifs, la stratégie industrielle greffe des grands axes suivants:

i)

- redynamisation des activités industrielles

.....

- par l'instauration d'un système de « libéralisation » des activités industrielles en vue d'assurer de meilleures performances et de rendre plus efficient le dynamisme du secteur des activités gérées par l'Etat et ses démembrements;

- par la mise en place d'une politique fiscale moins antiéconomique, de façon à permettre aux unités industrielles de s'épanouir davantage et de produire dans les conditions normales et optimales, car une activité économique florissante, et donc industrielle peut contribuer davantage à renflouer le Trésor de l'Etat.

ii)

- Réhabilitation industrielle A côté de la nécessité d'améliorer le système d'approvisionnement du secteur, un effort particulier sera fait en vue du renouvellement voire modernisation des équipements de certaines branches faiblement performantes du fait du haut niveau de vétusté et d'obsolescence pour réaliser une meilleure productivité.

La politique de réhabilitation est alors axée sur les priorités suivantes:

- industries produisant des Produits de Première Nécessité;
- les industries tournées vers l'exportation;
- les industries des biens intermédiaires.

iii) Rentabilisation des unités existantes et des projets en cours.

iv) La promotion des activités tournées vers l'exportation

- Par amélioration de la qualité et du rapport qualité/prix des produits classiques d'exportation;
- Par un effort particulier de diversification de la gamme des produits manufacturés exportés sans que les activités y afférentes ne soient pas pour autant à charge pour l'économie nationale en général et pour le marché intérieur en particulier.

Source: Journal Officiel de la République Démocratique Malgache du 26/07/86

La politique d'industrialisation mis en œuvre, que l'on espérait transformer la structure de l'économie par l'abandon de l'agriculture en faveur de l'industrie, n'a pas donné ses effets attendus, ceci à cause de la forte protection douanière et une mauvaise orientation des ressources. Les projets sont souvent mal adaptés aux besoins du pays et n'ont pas pu se tenir longtemps.

La nécessité de la mise en place d'une stratégie de développement industrielle de moyen-long terme basée sur nos avantages comparatifs et l'exploitation du potentiel disponible est une nécessité.

2. Stratégie appropriée pour Madagascar :

En considérant les réalités économiques, politiques et sociales de Madagascar, nous allons présenter ici une stratégie éventuellement pérenne de développement industriel en faveur d'une croissance durable à Madagascar. Pour cela, il y a quelques impératifs à respecter.

2.1. Rôle et place de l'Etat

Le secteur industriel souffre du manque d'une politique cohérente de la part de l'état. Une politique d'industrialisation repose, en effet, sur la base d'une politique fiscale, éducative, et commerciale favorable au développement industriel. Et son succès dépend avant tout de la capacité de l'Etat à les mettre en œuvre.

Il faudrait alors que l'Etat sache exploiter ses avantages comparatifs notamment en termes de main d'œuvre vu son abondance dans le pays. Et par la suite de construire de nouveaux avantages comparatifs. En effet, si actuellement nos avantages se reposent surtout sur le faible coût de la main d'œuvre, le développement des industries à forte intensité de main d'œuvre aura sa limite car tôt ou tard, le salaire devra s'égaliser avec nos partenaires et il faut construire d'autres avantages.

Les pouvoirs publics doivent agir pour corriger les imperfections du marché en présence des distorsions.

A Madagascar, l'Etat doit prendre des mesures pour éradiquer l'instabilité politique, la lenteur et la complexité des démarches administratives, la non transparence des dispositions légales et réglementaires, autant de raisons qui sont à la base de l'hésitation des investisseurs potentiel.

Les principaux blocages au développement de l'industrie malgache sont avant tout d'ordre interne. Une réorientation du rôle de l'Etat dans l'économie s'impose.

A ce propos, comme pour les asiatiques, l'Etat doit être un Etat pro: un Etat promoteur, un Etat producteur, un Etat protecteur, et un Etat programmateur...

- Un Etat promoteur: une politique de marketing et d'informations bien précise à l'égard des investisseurs potentiels en est un exemple

- Un Etat producteur (et prospecteur): pour pouvoir se lancer dans l'avenir, il faut savoir évaluer ses forces et d'apprécier ses avantages comparatifs du moment... cela passe par la reconnaissance du secteur informel en tant que potentiel industriel. A Madagascar, ce secteur représente le quart de la valeur ajoutée du secteur secondaire.

D'autre part, l'Etat a pour obligation de renforcer le capital humain par l'instruction et la santé.

2.2. Création d'un climat politique favorable

Au-delà de la stabilité économique qui constitue un espace favorable au développement des entreprises, des considérations particulières en matière de politique monétaire et budgétaire méritent d'être soulignées.

Le niveau de l'inflation : peut poser des problèmes graves aux PMI surtout lorsqu'elles ne reçoivent pas le paiement de leurs marchandises qu'après quelques mois de la livraison. Le paiement risque de perdre une bonne partie de sa valeur.

En matière de fiscalité : des réductions ou des exonérations d'impôts et taxes devraient être accordées par exemple suivant les performances à l'exportation. Des exonérations pourraient être accordées pour les entreprises mettant en œuvre des projets produisant des avantages publics importants, par exemple une embauche supplémentaire, investissement dans la formation des ressources humaines ou dans l'infrastructure, accueil de stagiaires...Les récompenses peuvent être aussi l'accès au crédit ou aux devises.

2.3. Promotion des P.M.E./P.M.I.

Dans la première phase d'industrialisation, la promotion des PMI doit occuper une première place pour des multiples raisons:

- Les PMI exigent souvent un moindre investissement par travailleur que les grandes industries. Du fait qu'elles sont à fortes intensités de main d'œuvres, elles sont bien adaptées à l'économie malgache par l'abondance de main d'œuvre à coût relativement faible.
- Les PMI mobilisent efficacement les ressources locales, tant humaines que matérielles; elles peuvent mobiliser l'épargne modeste de propriétaires qui ne souhaitent pas recourir au système bancaire, mais sont prêts à investir dans leur propre entreprise, elles peuvent aussi exploiter les avantages comparatifs des régions.
- Les PMI satisfont la demande de biens et de services simples et peu coûteux émanant des consommateurs à faible revenus, alors que les grandes entreprises appartenant aux industries de remplacement des importations s'adressent aux consommateurs à revenus relativement élevés.
- Les PMI favorisent les exportations, et donc les recettes en devises;
- Le développement des PMI doit pallier aussi à l'insuffisance de l'épargne interne.

Dans cette phase le rôle de l'Etat revient à créer un cadre politique et réglementaire afin de constituer une véritable base industrielle par les PMI.

En ce qui concerne l'intégration des PMI au secteur industriel, elle peut prendre deux aspects:

- concentration verticale: il s'agit ici de la « division interentreprises » du processus de production par le biais de la sous-traitance. Dans ce cas, les PMI peuvent tirer profit de leurs

avantages comparatifs tant au niveau national qu'international. A leur tour, les grandes entreprises peuvent aussi profiter de la sous-traitance pour faire baisser leur coût et accroître leur compétitivité

- concentration horizontale (regroupement et partenariat): pour accroître leur compétitivité et gagner une économie d'échelle, les PMI qui ont des produits complémentaires peuvent développer ensemble leurs compétences par le regroupement ou le partenariat.

2.4. Le problème de la spécialisation

Il s'agit ici à la fois d'entreprendre le déplacement de la spécialisation de l'économie vers les exportations industrielles et de la spécialisation à l'intérieur même du secteur industriel.

Dans un stade avancé et en fonction de nos avantages comparatifs (existants ou à créer suivant nos potentiels), la question de la promotion de certaines industries ou certains secteurs industriels peuvent se poser. Dans ce cas les mesures à prendre peuvent comprendre la protection contre les importations ainsi que des subventions pour les importations de biens d'équipements et d'autres facteurs de production.

Le choix des industries et les secteurs à promouvoir doit être fait en fonction du marché, deux possibilités se présentent:

- promouvoir les industries à forte intensité de capital et de savoir;
- promouvoir les secteurs à forte rentabilité

2.5. Le problème de la fiscalité industrielle

La question de la fiscalité industrielle joue un rôle important dans le développement de l'industrie car elle contribue à la formation du coût de l'entreprise d'où à sa compétitivité.

On peut avoir recours d'une part au principe de l'exonération fiscale, de manière à favoriser l'accumulation, et d'autre part, le principe de l'exonération des droits à l'importation des matériels et intrants, et des droits indirects en cas d'exportation, de manière à favoriser la compétitivité.

Concernant les taux, Un taux plus faible est toujours souhaitable.

2.6. Le Problème de l'Emploi-Formation

Le capital humain tient une place importante dans la croissance économique et le processus d'industrialisation étant donné que les connaissances d'un individu n'améliore pas seulement sa productivité mais profite aussi à ses partenaires, d'autre part, il facilite le transfert de technologies.

La suggestion de réalisation d'une étude de l'emploi, du travail et des formations nécessaires à la main d'œuvre industrielle malgache paraît nécessaire.

Cette étude doit déboucher sur une proposition de réforme du système éducatif malgache. Un investissement éducatif bien axé sur l'acquisition et la maîtrise technique peut être développé.

Ces conditions sont nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie d'industrialisation à Madagascar. Toutefois, ces conditions ne sont pas suffisantes, il fait également résoudre le problème de financement. Deux formes de financement sont proposées à savoir le financement par la promotion des IDE et le recours au financement bancaire.

Section 3 : Proposition de formes de financement d'industrialisation pour Madagascar

Sachant que le financement est l'un des problèmes majeurs de l'industrialisation, nous allons proposer 02 alternatives, non exhaustives, pour la financer et faciliter sa mise en œuvre. Il s'agit du recours à l'investissement direct étranger, au financement bancaire.

1. Le recours à la promotion des IDE :

1.1. Le concept d'investissement direct étranger :

L'investissement direct offre des opportunités d'industrialisation et de développement pour le pays hôte. En effet devant la persistance de l'insuffisance de l'épargne intérieure à Madagascar, l'IDE est considéré comme une source de financement de l'activité économique.

Selon le FMI, « un investissement direct étranger désigne les investissements qu'une entité résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. L'IDE sert à produire des biens et services, il implique une notion de contrôle ou de pouvoir d'influences de la part de l'investisseur, et un transfert de compétence.

L'IDE peut revêtir 3 formes :

- Fusions ou acquisitions : on parle d'acquisition lorsqu'une société rachète une autre plus petite ou moins performante et on parle de fusion lorsque 2 sociétés se fusionnent pour agrandir leurs pouvoirs contre la concurrence par exemple
- Une création d'une ou plusieurs filiales qui peuvent être indépendantes ou sous le contrôle de la maison mère.
- Une participation : une société est une société de participation si elle détient une part entre 10% et 50% du capital de l'autre société.

1.2. Les effets bénéfiques de l'investissement direct étranger sur l'initiation de l'industrialisation à Madagascar :

La théorie néo-classique sur les questions des impacts des investissements directs étrangers énonce que les flux d'IDE correspondent à une adaptation des firmes aux conditions des marchés nationaux et internationaux, en termes de coûts des facteurs résultant des dotations factorielles. Les capitaux devraient donc aller des pays où ils sont les plus abondants vers ceux où ils sont rares, car dans ces derniers, les rendements des nouveaux investissements devraient être plus élevés. Cette réaffectation des capitaux amélioreraît l'allocation des ressources, permettrait de valoriser les avantages comparatifs et devraient présenter des gains importants pour Madagascar, notamment :

- la hausse du revenu national
- la hausse des exportations
- l'amélioration de la productivité
- la hausse des salaires des travailleurs

Par ailleurs, d'autres auteurs comme Borensztein, De Gregorio et Lee (1998)⁶, ont montré que l'investissement direct étranger entretient la croissance économique grâce à la réduction des coûts liés à l'introduction d'un nouveau type de capital, accélérant ainsi l'accumulation.

Et Grossmann G. and Helpman E. (1991)⁷ estiment que les pays en développement, tel que Madagascar, peuvent accélérer leur croissances dans le contexte d'interaction avec les autres pays par l'intermédiaires des firmes multinationale grâce à :

- l'acquisition de nouvelles connaissances
- la diffusion de la technologie aboutissant à l'accès aux technologies avancées des pays en développement.

6- Borensztein E. De Gregorio J. and Lee J.W., 1998, comment l'investissement direct étranger affecte la croissance économique. Journal of International Economics, 45, 115-35.

7- Gene M. Grossman; Elhanan Helpman, The Review of Economic Studies, Vol. 58, 1991.

Les transferts de connaissance se réalisent sous forme d'imitation, de concurrence ou de formation. En effet, les firmes domestiques peuvent devenir plus productives en imitant les technologies plus avancées et les pratiques managériales des entreprises étrangères d'autant plus que, l'adoption des nouvelles technologies occasionne des coûts élevés sans la présence des flux d'IDE

Par conséquent, ces derniers ont des effets positifs pour Madagascar en ouvrant le choix des technologies disponibles pour les firmes locales. De plus, grâce aux relations d'approvisionnement, de débouchés en matières premières, en biens intermédiaires entre les firmes multinationales et les firmes nationales, les premières peuvent transférer la nouvelle technologie aux dernières par une assistance technique ou une formation.

Par ailleurs, la présence des firmes multinationales à Madagascar pourrait accentuer la concurrence sur les marchés domestiques, ce qui pousse les firmes locales à renforcer leur base technologique pour devenir plus compétitive. Et la rotation des travailleurs entre les firmes étrangères et les firmes locales permettra le transfert des connaissances et des technologies apportées par les flux d'IDE.

Donc, les effets des IDE sur la croissance voire sur le développement du pays portent généralement sur les inégalités et la réduction de la pauvreté. En fait, l'impact des IDE sur la croissance dépend, des interactions entre le capital humain, l'investissement domestique, la politique commerciale et la réduction de la pauvreté.

1.2.1. Liens entre l'investissement direct étranger, le capital humain et la productivité

La théorie sur les effets de l'IDE dans les pays d'accueil avance qu'il existe un transfert de la technologie venant des pays d'origine des firmes multinationales. En fait, les filiales implantées à l'étranger apporteraient des technologies qui se propagent vers les entreprises locales au travers d'externalités. La théorie stipule que la présence des firmes multinationales génère une amélioration de l'efficacité productive.

En effet, une amélioration de la technologie et de la productivité sera enregistrée dans les firmes malagasy quand les firmes étrangères entre sur les marchés locaux, apportent des technologies nouvelles, procurent l'assistance technique à leurs partenaires locaux et forment les travailleurs et les dirigeants qui seront embauchés plus tard par les firmes locales. Par ailleurs, la pression compétitive exercée par les filiales étrangères force les firmes malagasy à opérer plus efficacement et à introduire dans leur processus de production de nouvelle technologie. Ces externalités opèrent à travers la rotation du personnel qualifié, la relation de sous-traitance ou à travers la concurrence.

Cependant faut-il souligner que les effets de l'IDE sur la performance technologique locale exigent des conditions préalables qui portent sur le capital humain, le système d'apprentissage, la tradition, la capacité technologique, les politiques industrielles, les rôles des institutions et l'ouverture extérieure. Il est donc normal que les efforts de promotion des

IDE soient concentrés sur les industries dans lesquelles la capacité technologique est relativement importante.

Ainsi, le niveau du capital humain joue un rôle catalyseur dans les effets des IDE sur la productivité. L'idée que le capital humain puisse constituer une source d'externalité conduit d'abord à considérer qu'un travailleur d'une qualification donnée est plus productif et donc mieux rémunéré dans un pays fortement doté en capital humaine. En réalité, l'externalité jouée par le capital humain suppose que l'entreprise est un lieu de formation pour l'individu, au même titre que le système éducatif et l'éducation parentale qui représentent des instruments de transmission de la connaissance. Chaque travailleur est considéré comme émetteur et bénéficiaire potentiel d'un savoir général, ce qui donne à la formation son caractère de générateur d'externalité.

Concrètement, les travailleurs et les cadres Malagasy peuvent acquérir un niveau supérieur de qualification en travaillant directement dans les filiales des firmes multinationales implantées dans notre pays.

En outre, la rotation et la mobilité du travail permettent aux employés locaux qui quittent les firmes étrangères de faire bénéficier aux entreprises locales leurs expériences.

En somme, une politique d'amélioration et de qualification de la main d'œuvre Malagasy, constitue une condition préalable à l'assimilation des externalités provenant des IDE. En d'autres termes, nous devons disposer d'un stock minimal de capital humain et de savoir-faire qui leur permet d'assimiler des technologies étrangères véhiculées par les IDE.

1.2.1.1. Les externalités exogènes

Il est évident que les firmes multinationales peuvent participer à l'efficacité des firmes locales en anéantissant les obstacles en matière d'approvisionnement. De plus, elles apportent de nouveau savoir-faire en introduisant les nouvelles technologies et en formant la main d'œuvre locale qui sera ultérieurement recrutée par les firmes locales.

Par ailleurs, les firmes multinationales peuvent aussi briser le monopole en exerçant des pressions compétitives susceptibles de forcer les entreprises locales d'opérer plus efficacement ou de les contraindre à quitter le marché.

Les firmes multinationales nous transfèrent, en tant que fournisseur de matières premières, les techniques de gestion, du contrôle de qualité et de standardisation. Par la suite les firmes locales seront poussées à accroître leurs efforts de gestion et à utiliser les nouvelles dispositions en termes de techniques de vente.

On peut classifier les externalités en 03 catégories selon leurs effets sur les entreprises locales à Madagascar :

- Les firmes multinationales peuvent accroître l'efficience alocative en entrant dans les industries caractérisées par les barrières élevées à l'entrée, et en réduisant les distorsions monopolistiques.
- L'entrée des firmes multinationales induit une efficacité technique si la pression compétitive ou l'effet de démonstration incitent les firmes locales à utiliser plus efficacement les ressources existantes.
- Les entreprises étrangères peuvent accroître le taux de transfert et de diffusion de la technologie, à cause de la concurrence et de l'imitation continue.

1.2.1.2. Les externalités endogènes

Théoriquement, les flux d'IDE sont surtout attirés par un pays dans lequel prévaut une forte rentabilité du capital, ou disposant d'une main d'œuvre qualifiée et d'un système d'innovation développé et structuré.

De ce fait, les flux d'IDE seront en mesure de renforcer l'accumulation du capital humain à Madagascar, mais accroissent également le taux de croissance économique de longue période. Ainsi, l'accumulation du capital humain est un facteur d'attrait des capitaux étrangers, et par la suite, l'entrée des IDE à haute technologie influence l'accroissement des agrégats macro-économiques et du bien-être social du pays. Le transfert technologique international qui s'opère à travers les IDE est considéré comme un **phénomène endogène** résultant de l'interaction stratégique entre des firmes multinationales et les firmes domestiques. Toutefois, il y a des conditions préalable favorisant l'attrait des IDE à haute technologie, notamment le rôle que devrait jouer les administrations publiques du pays. Les autorités de tutelle doivent accroître l'investissement dans l'environnement ou s'inséreraient les firmes multinationales et assister les firmes domestiques dans leurs efforts d'apprentissage.

1.2.2. Impacts de l'IDE sur l'investissement national

Les flux d'IDE exercent un effet positif sur les investissements nationaux en les renforçant. Des études ont montré qu'il existe une forte relation entre l'IDE et l'investissement privé dans les pays d'accueil en général. En effet, un niveau élevé de l'investissement privé national est un signal de rendement élevé du capital investi attirant ainsi l'IDE. Par conséquent, les efforts de renforcement de l'investissement privé contribuent à rendre Madagascar plus compétitifs aux regards des investisseurs directs étrangers.

Par ailleurs, des auteurs, comme Razin (2005)⁸, ont énoncé que les IDE seraient plus efficaces que les investissements intérieurs en raison des liens des firmes multinationales avec les marchés internationaux tant pour les approvisionnements que les débouchés, les technologies et les compétences de gestion auxquelles elles ont accès.

Il a montré que l'effet des flux d'IDE sur l'investissement domestique des pays hôtes se révèle plus significatif que celui des autres formes d'investissements internationaux. De même, il a également vérifié que l'impact de l'IDE sur la croissance du PIB est plus élevé que l'impact des autres formes de flux internationaux de capitaux.

Lorsque l'IDE peut stimuler la croissance économique de Madagascar comme étant un pays d'accueil, ces effets de croissance peuvent être durables si et seulement si l'IDE encourage l'utilisation des facteurs de production nationaux surtout en créant plus d'emplois locaux et en incitant l'investissement privé domestique.

1.2.3. Interactions entre l'IDE et le commerce extérieur

L'impact des IDE sur le commerce extérieur tant des pays d'origine que des pays d'accueil peut être apprécié sous deux sortes d'effets : les effets de substitution et les effets de complémentarité. Les premiers représentent l'effet négatif alors que les derniers regroupent l'effet positif que les flux d'IDE entre Madagascar et le pays d'origine peut exercer tant sur le commerce bilatéral entre les deux pays que sur les relations commerciales de ces deux économies avec le reste du monde.

Théoriquement, dans les pays dotés abondamment en capital, ce facteur est rémunéré à un taux relativement faible de sorte qu'il aura tendance à se déplacer vers les pays faiblement dotés en capital où sa rémunération sera plus forte du fait même de sa rareté. Ce qui explique, les mouvements de capitaux des pays développés vers les pays en développement tel que Madagascar. Ces flux de capitaux nous permettront de produire davantage de biens intensifs en capital, que nous importons actuellement. Dans ce sens, les flux d'investissement et les flux de commerce se substituent parfaitement car les flux entrants de capitaux à Madagascar relayeraient les importations de bien. A cet effet, des théoriciens dont Mundell (1957)⁹ ajoutent même qu'en cas de mobilité parfaite du capital, les IDE entraîneront logiquement la disparition du commerce international.

Par ailleurs, l'ouverture commerciale réduit les flux d'IDE horizontaux qui, en retour, viennent limiter la croissance des échanges internationaux alors que l'affaiblissement des barrières tarifaires renforce les flux d'IDE verticaux qui, eux, agissent en faveur de l'accroissement du commerce mondial.

8- Goldstein, Itay and Razin, Assaf, 2005, Foreign Direct Investment.

9- Robert A Mundell, 1957, International trade and factor mobility, The American economic review, vol 47

On conclu donc que les flux d'IDE sont fortement corrélés aux échanges internationaux de biens et services. La promotion des IDE étant une forme particulière de financement de l'industrialisation. Le recours au financement bancaire n'en reste pas moins désuet.

2. Le financement bancaire

Le financement de l'industrialisation ou plus précisément de l'investissement, ne pourrait être assuré seulement par les ressources internes des entreprises (autofinancement) ou par l'épargne des ménages dans le cas de création de nouvelles entreprises. En effet, du fait du revenu très bas de la population malgache, la préoccupation primordiale est encore au niveau de la satisfaction des besoins fondamentaux notamment la nourriture, les vêtements et l'habitation. Ces besoins de bases qui sont encore difficile à satisfaire. De ce fait, les ménages n'arrivent pas à épargner et les entreprises aussi ont une faible capacité d'autofinancement. Cela a pour conséquence un niveau bas des investissements national car il n'y a pas assez de fond pour financer ces investissements. D'où, la nécessité de l'intervention des banques.

En effet, les besoins de financement sont tels que sans l'appui de l'appareil bancaire, ils ne pourraient être satisfaits.

Il est à remarquer que les banques commerciales se sont abstenues de prêter à long terme, voir à moyen terme et cela a engendré la désarticulation de l'économie. Car la banque ne joue plus son rôle d'intermédiaire financier facilitant l'octroi de crédit d'équipement pour l'industrie.

Pour la promotion de l'investissement et de l'industrialisation alors, la banque peut avoir recours à divers formes de financement.

2.1. Les formes de financement possible :

Lors de la création, puis tout au long du cycle de vie de l'entreprise, l'activité va générer des besoins de financement qui doivent être anticipé. Ces besoins de financement peuvent être liés au :

- manque de capital de départ lors de la création ou de reprise d'entreprise.

- décalages entre les encaissements clients et les règlements (achat de stocks en vue de production/transformation, règlement différé de certains clients, retards de règlement clients, voire impayés, etc.) nécessitant la mise en place d'une ou plusieurs solutions de financement court terme ;

- Investissements d'équipement pour l'achat et le renouvellement de matériels, l'acquisition de locaux professionnels entraînant la mise en place d'une solution de financement du moyen terme.
- des projets de développement des activités par l'acquisition d'une nouvelle entité, d'un nouveau point de vente...

Ces besoins de financement court terme liés au cycle d'exploitation peuvent être ponctuels ou récurrents. Selon la nature des besoins, la banque devrait présenter plusieurs solutions adaptées.

2.1.1. Les financements pour les besoins ponctuels

- **L'autorisation de découvert et la facilité de trésorerie :** ce sont des avances en compte courant qui répondent à un besoin de trésorerie pour une période donnée de très courte durée dont le montant, la durée et le taux sont déterminés préalablement entre l'entreprise et la banque.
- **L'escompte de traite :** c'est une avance qui permet à l'entreprise de disposer du montant d'une créance sans en attendre le règlement. Il remet la traite à la banque contre financement. Si la créance reste impayée à son échéance, l'emprunteur devra engager la procédure de recouvrement.
- **Le crédit court terme de trésorerie :** permettant de financer les besoins ponctuels de trésorerie dans l'attente d'une rentrée d'argent importante, notamment si l'activité est saisonnière ou pour soutenir l'activité en période creuse.

2.1.2. Les financements pour les besoins récurrents :

Pour faire face aux besoins importants de trésorerie liés au démarrage de l'activité ou à son développement, l'établissement bancaire peut proposer de mobiliser le poste clients permettant ainsi de lui céder tout ou partie des factures clients professionnels.

Plusieurs solutions sont envisageables :

- la cession Dailly : permettant de bénéficier d'un crédit court terme en contrepartie de la production de factures représentatives des créances clients ;

- l'affacturage : afin de disposer du montant d'une créance avant l'échéance de paiement, mais contrairement à l'escompte, il garantit la créance et inclut un service de recouvrement.

Qu'il s'agisse de financer les besoins ponctuels ou récurrents, les montants, les durées et les conditions financières de l'ensemble de ces crédits sont déterminés préalablement entre l'emprunteur et sa banque.

2.1.3. Les solutions à moyen terme et crédit-bail :

La création et le développement de l'entreprise nécessite la réalisation d'investissements (achat de fonds, bien d'équipement, etc.). Si certains d'entre eux peuvent être autofinancés, il peut être pertinent d'en financer tout ou une partie par recours à un financement bancaire.

Différentes solutions peuvent être proposées par l'établissement bancaire :

- **le financement moyen-long terme amortissable** à taux fixe ou révisable avec, généralement, une échéance constante pendant la durée du prêt ;
- **le crédit-bail** pour du matériel neuf, négocié avec le fournisseur. La banque acquiert le matériel qu'elle fait louer sur une durée déterminée à l'avance dans le cadre d'un contrat. Chaque mois, l'entreprise paye un loyer comptabilisé en charge d'exploitation. À l'issue de la période de location, il peut racheter le matériel pour une valeur résiduelle convenue lors de l'établissement du contrat ;
- **la location avec option d'achat (LOA) et la location longue durée (LLD)** peuvent également concédées pour l'acquisition de matériel.

Quelle que soit la solution choisie, le recours au financement bancaire soutient, de façon directe ou indirecte, les entreprises dans leur effort de R&D, puis dans leur croissance, mais surtout, joue un rôle prépondérant dans la création d'industrie. Et plus particulièrement pour Madagascar dont la population a un faible revenu et n'a qu'une faible capacité de financement interne.

Les banques tiennent alors une place prépondérante dans le financement des PME /PMI, qu'il s'agisse de couvrir les besoins en fonds de roulement d'exploitation, de fournir un grand nombre de services (conseil), ou de maintenir l'exploitation en cas de difficulté. Les banques, en offrant du crédit à long terme, favorisent également les opérations de restructuration et de croissance de la société. Elles aident aussi les sociétés à accéder aux prêts subventionnés ou aux capitaux de première installation. Ce type de financement s'avère particulièrement important pour les investissements des entreprises, et notamment pour les dépenses en Recherche et Développement.

2.2. Les avantages du recours au financement bancaire :

Le crédit bancaire est la forme de financement, des entreprises et des industries, la plus répandue et la plus commune. Elle constitue généralement la première option vers laquelle se tournent de façon systématique les entrepreneurs lorsque ces derniers désirent des fonds pour financer leurs activités. Bien que ce mode de financement soit décrié et que les personnes qui sont à la recherche de capitaux se tournent vers d'autres options qui sont jugées plus avantageuses tels que l'autofinancement, les financements étatique et les financements par les capitaux privés, il n'en demeure pas moins que c'est un mode de financement qui possède des qualités indéniables.

Le principal avantage du crédit bancaire est qu'il est celui qui met à la disposition des entreprises, les plus grands volumes de fonds en comparaison avec les autres types de financement. En outre, c'est avec ce type financement que les entreprises peuvent espérer obtenir les montants les plus importants de concours.

Ainsi il permet de financer une multitude de besoins tels :

- La trésorerie
- Les investissements matériels
- L'immobilier d'entreprise
- Le rachat de fonds de commerce, de clientèle ou de parts sociales
- La reprise d'entreprise
- ...

Enfin, lorsqu'un entrepreneur a recours au crédit bancaire, il conserve le pouvoir de décision au sein de son entreprise. Il peut éventuellement perdre le droit de disposer de certains biens mis en garantie, mais il conserve l'effectivité du contrôle de son affaire.

Il est évident qu'il est très difficile pour une entreprise d'évoluer sans avoir recours de près ou de loin aux concours du système bancaire. Les banques ont également compris que si elles n'opéraient pas une réelle refonte de leurs processus de financement, elles perdraient une part importante de marché au détriment des autres modes de financement tels que l'affacturage.

C'est pourquoi, les banques développent de plus en plus de produits novateurs qui leur permettent de concurrencer les autres modes de financement tout en préservant les acquis sécuritaires de leurs critères de financement.

Par ailleurs, les systèmes financiers basés sur les banques soutiennent l'effort de Recherche et Développement des entreprises qui est source de croissance. Le crédit peut soutenir l'effort en Recherche et Développement, mais il illustre surtout l'existence de relations durables des entreprises avec leurs intermédiaires financiers.

Le financement des entreprises constitue une part primordiale de l'activité des établissements financiers. Cependant, à Madagascar, l'accès au crédit n'est pas le même pour toutes les entreprises. Les banques octroient facilement des crédits aux grandes entreprises ou à ceux qui sont déjà suffisamment riches; à l'inverse pour les petites entreprises, le financement peut être plus difficile. Or c'est cela qu'il faut changer, la banque devrait faciliter l'accès au crédit même pour les petits industries et petits entreprises afin d'engager la croissance économique du pays et d'amorcer le processus d'industrialisation.

CONCLUSION

Concrètement, La stratégie nationale pour l'industrialisation de Madagascar doit prendre en considération les avantages comparatifs du pays et axer l'industrialisation à ce sens, il s'agit de la main d'œuvre en l'occurrence. Par ailleurs, l'Etat ne doit pas être un simple spectateur mais un véritable promoteur et prospecteur pour la facilitation de la transformation de la structure de l'économie qui est essentiellement agricole en une économie industriel. A ce propos, il est du devoir de l'Etat de s'assurer de la qualité du capital humain via le système éducatif, car une main d'œuvre qualifiée facilite le processus de transfert de compétence et de technologie qui sont autant de facteur au service de l'industrie.

Par ailleurs, parmi les stratégies traditionnel d'industrialisation, il est préférable pour Madagascar d'amorcer le processus avec la stratégie industrialisation par substitution d'importation puis au fur et à mesure de l'acquisition de compétence l'additionner avec la stratégie d'industrialisation par substitution d'exportation. Ces stratégies permettraient respectivement de répondre aux besoins locaux tout en réduisant l'importation et d'ajouter de la valeur à nos ressource qui sont jusqu'à présent, exportées pour l'essentiel à leurs état brut.

Dans tous les cas l'industrialisation par les industries industrialisantes n'est pas une bonne alternative pour le démarrage de l'industrialisation à Madagascar car nous n'avons pas encore assez de stock de capital pour commencer avec des industries lourdes nécessitant beaucoup de fond, d'infrastructure et de qualification.

Sachant que le principal blocage de l'industrialisation à Madagascar est le moyen de financement, afin de solutionner ce problème, l'Etat peut mettre en œuvre des politiques pour faciliter l'entrée d'IDE ou la restructuration du système bancaire afin que la banque puisse bien jouer son rôle d'intermédiaire entre le marché financier et le monde de la production. C'est-à-dire financer l'économie.

TABLE DES MATIERES

	Page
INTRODUCTION	
<u>CHAPITRE I</u> : Notions globales sur l'industrialisation	6
Section 1 : Définitions de l'industrialisation	7
Section 2 : Historique	9
1. Les débuts de l'industrialisation	9
2. L'évolution du processus d'industrialisation	10
2.1. Industrialisation et progrès technique	10
2.2. Le commerce	11
2.3. La crise	11
3. Les facteurs déterminants de l'industrialisation	12
3.1. Les facteurs de l'initiation de l'industrialisation	12
3.2. Les facteurs propres de l'industrialisation	13
<u>CHAPITRE II</u> : Les obstacles à l'industrialisation dans les pays en développement et à Madagascar en particulier	14
Section 1 : Caractéristiques économiques communes des pays sous-développés et les contextes macroéconomique à Madagascar	15
1. Le faible revenu	15
2. La structure sociale	16
3. Les inégalités sociales	16
4. La sous-alimentation	16
5. Inégale répartition des secteurs d'activité	16
6. Le sous-emploi	17
7. Les caractéristiques démographiques	17
8. Une dépendance vis-à-vis de l'extérieur	17
Section 2 : Les problèmes de l'industrialisation	18
1. Les problèmes de financement de l'industrialisation	18
1.1. Insuffisance de l'épargne privée	18
1.2. Difficultés pour l'Etat de financer l'investissement	18
2. Désarticulation de l'économie	19
3. L'insuffisance de l'approvisionnement énergétique à Madagascar	20

4. Le mauvais état des infrastructures de transport et de communication qui alourdit les coûts de transactions et le déficit énergétique	21
5. Le manque de main d'œuvre qualifiée	22
6. Le problème de gouvernance	22
7. Un environnement qui présente encore de nombreux facteurs de faible compétitivité et de faible productivité	23
8. Faible capacité technologique	23
CHAPITRE III : Les stratégies d'industrialisation	25
Section 1 : Les types de stratégies	26
1. Industrialisation par substitution d'importation	26
1.1. Les concepts et les fondements des politiques de ce courant	26
1.2. Les résultats de la stratégie d'industrialisation par substitution d'importation dans les PED notamment en Afrique	27
1.3. Les dysfonctionnements industriels	29
1.3.1. Les choix de politique économique	29
1.3.2. Les problèmes organisationnels et de gestion	29
1.3.3. Les facteurs macro-économiques	29
1.3.4. L'environnement international	30
2. Industrialisation par les industries industrialisantes	31
2.1. Définition et processus de l'industrie industrialisante	31
2.2. Les impératifs de la stratégie d'industrialisation par industries industrialisantes	32
2.3. Les limites ainsi que les problèmes liées à la stratégie des industries industrialisantes	32
3. Industrialisation par substitution d'exportation	33
3.1. Les fondements de la stratégie par substitution d'exportation ou stratégie extravertie	33
3.2. Les avantages de l'ISE par rapport à l'ISI	33
3.3. Les limites de modèle d'industrie exportatrice	34
Section 2 : Stratégie d'industrialisation pour Madagascar	34
1. Les politiques industrielles à Madagascar depuis l'indépendance	35
2. La stratégie appropriée pour Madagascar	38
2.1. Sur le rôle et la place de l'Etat	38
2.2. Création d'un climat politique favorable	38
2.3. Sur la promotion des PME/PMI	39
2.4. Sur le problème de la spécialisation	40
2.5. Sur le problème de la fiscalité industrielle	40
2.6. Sur le problème de l'emploi-formation	41

Section 3 : Proposition de formes de financement de l'industrialisation pour Madagascar	41
1. Le recours à la promotion des IDE	41
1.1. Le concept d'investissement direct étranger	41
1.2. Les effets bénéfiques de l'IDE sur l'initiation de l'industrialisation à Madagascar	42
1.2.1. Liens entre l'investissement direct étranger, le capital humain et la productivité	43
1.2.1.1. Les externalités exogènes	44
1.2.1.2. Les externalités endogènes	45
1.2.2. Impacts de l'IDE sur l'investissement national	45
1.2.3. Interaction entre l'IDE et le commerce extérieur	46
2. Le financement bancaire	47
2.1. Les formes de financements possibles	48
2.1.1. Les financements pour les besoins ponctuels	48
2.1.2. Les financements pour les besoins récurrents	48
2.1.3. Les solutions à Moyen terme et crédit-bail	49
2.2. Les avantages du recours au financement bancaire	50
CONCLUSION	52

LISTE DES GRAPHES

<u>Figure 1</u> :PIB par habitant dans les pays de la COI	16
<u>Figure 2</u> :Répartition du PIB selon le secteur d'activités	18

LISTE DES ENCADRÉES

<u>Encadré 1</u> : Stratégie industrielle en 1982-1988	37
<u>Encadré 2</u> : Stratégie industrielle durant la période (1986-1990)	38

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANDRIANARISON. Francis, *La politique industrielle à Madagascar: les traits marquants de 1960 à nos jours*, Projet Madio, 1996.
- BIKOUE. Siméon. Maxime, *Industrialisation par substitution des importations en Afrique*, 2010.
- CASADELLA. Vanessa, *Systèmes d'Innovation du Sud, Transfert Technologique et Capacités d'Apprentissage*, Université Picardie Jules Verne, 2014.
- M. ECREMENT, *Industrialisation et développement autocentré*. Presse universitaire de France, 1985.
- Levet. Jean-Louis, *Réindustrialisation, j'écris ton nom*, Jean-Jaurès Fondation, 2012.
- Mundell. Robert, *International trade and factor mobility*, The American economic review, vol 47, 1957.
- OULAICH. Jamal, *Les grandes stratégies de développement industriel*, 2011.
- RASOARITIANA. Marie Ange, *Problèmes de financement CAS de la SINPA*, Mémoire de maîtrise, Université d'Antananarivo, 1994.
- ROUVIER. Gérard et CHOINEL. Alain, *La banque et l'entreprise, technique actuelles de financement*. La Revue Banque, 1992.
- ROUYER. Alain, *La banque et l'entreprise : technique actuelle de financement*, La Revue Banque, 1996.
- VANHAEVERBEKE. André, *Problèmes économiques des pays en voie de développement*. A.G.C.D, 1976.
- VONINIRINA. Amélie, *Etude sur l'énergie à Madagascar*, Centre de recherche, d'études et d'appui à l'analyse économique à Madagascar, 2014 .

WEBOGRAPHIE

<http://www.doingbusiness.org/>

<http://data.worldbank.org/indicator>

http://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1967_num_8_31_2369

http://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1971_num_12_47_1802

Nom : HANITRANOMENJANAHARY

Prénoms : Sitraka

Titre : Etudes sur les obstacles à l'industrialisation à Madagascar

Nombre de pages : 59

Encadrés : 02 **Graphique** : 02

Adresse : BM 249 Ampitatafika Atsimondrano

Contact : 0349534939

RESUME

L'**industrialisation** est l'action d'industrialiser, ainsi que le résultat de cette action : c'est l'application des techniques industrielles se manifestant par l'implantation des industries, l'accroissement de l'importance du secteur industriel. Plusieurs blocages entravent ce processus à Madagascar dont essentiellement : les problèmes de financement et l'insuffisance de l'épargne privée au niveau bas des revenus, l'insuffisance de l'approvisionnement énergétique et le mauvais état des infrastructures entraînant l'augmentation des coûts de production et de transaction, la manque de main-d'œuvre qualifiée et les problèmes de gouvernance ainsi que la faible capacité technologique.

Ces contraintes limitent notre marge de manœuvre, d'où la nécessité d'adopter une stratégie adéquate notamment la stratégie d'industrialisation par substitution d'importation. En promouvant l'entrée des IDE et en restructurant le système bancaire afin de solutionner les problèmes de financement et de capital humain.

Mots clé : Industrialisation, Investissement Direct Etranger, Financement.

Encadreur : Monsieur RAMIARISON Herinjatovo Aimé

Maître de conférences